

**L'AECG sans œillères:
Comment couper les «coûts du commerce et
davantage encore» causera du chômage, des
inégalités et des pertes économiques**

Pierre Kohler et Servaas Storm
septembre 2016

L'AECG sans œillères: Comment couper les «coûts du commerce et davantage encore» causera du chômage, des inégalités et des pertes économiques

Pierre Kohler et Servaas Storm
septembre 2016

Résumé

Les partisans de l'accord économique et commercial global (AECG) vantent ses avantages économiques potentiels et prévoient une croissance économique revigorée grâce à la hausse des volumes commerciaux et des investissements. Les prévisions officielles fréquemment citées laissent espérer de modestes augmentations du PIB après une dizaine d'années, les estimations allant de 0,003 % à 0,08 % pour l'Union européenne et de 0,03 % à 0,76 % pour le Canada. Toutes ces prévisions quantitatives proviennent néanmoins d'un même modèle commercial qui présuppose le plein emploi et une distribution neutre (sinon constante) des revenus dans tous les pays, excluant ainsi d'emblée l'ensemble des risques considérables qu'entraîne un approfondissement de la libéralisation. Le débat portant sur les avantages économiques supposés de l'AECG est donc marqué par un manque de réalisme et de diversité intellectuelle. Pour cette raison, il est nécessaire de procéder à une autre évaluation, fondée sur des postulats de modélisation plus réalistes.

Cet article présente d'autres prévisions des effets économiques de l'AECG, réalisées à l'aide de l'outil d'analyse des Nations unies baptisé «United Nations Global Policy Model» (modèle GPM). En envisageant des variations en matière d'emploi et de distribution des revenus, nous obtenons des résultats radicalement différents. Contrairement aux résultats positifs prédits à l'aide des modèles postulant le plein emploi, nous estimons que l'AECG mènera à une réorientation des échanges au sein de l'Union européenne. Plus important encore, dans le contexte actuel de croissance économique médiocre, l'AECG instaurera une pression concurrentielle qui sera source de chômage, d'inégalités et de pertes économiques. A minima, ces analyses montrent que les études officielles ne représentent pas une base solide sur laquelle prendre une décision éclairée concernant l'AECG.

Remerciements

Nous souhaitons remercier Alex Izurieta pour ses suggestions sur la meilleure façon d'utiliser le modèle GPM et pour ses commentaires sur les versions antérieures du travail, ainsi que Jeronim Capaldo, coordinateur du programme «Modeling Policy Reform» du GDAE et relecteur de cette étude.

Clause de non-responsabilité

Cet article est le produit du projet de recherche du GDAE de 2014 intitulé «Modeling Policy Reform». Les opinions exprimées dans cette étude sont celles des auteurs. Elles ne représentent pas nécessairement le point de vue des institutions auxquelles les auteurs sont associés.

Auteurs

Pierre Kohler, économiste en congé sabbatique de l'Organisation des Nations unies et anciennement membre de l'équipe responsable du modèle GPM de l'ONU. Courriel: kohler.pierre@gmail.com
Servaas Storm, maître de conférences en économie à la Delft University of Technology.

TABLE DES MATIERES

1. Introduction	4
2. Quand la théorie rejoint la réalité: les «vilains petits secrets» des modèles commerciaux néoclassiques	6
I. À propos des gains statiques issus de la libéralisation des échanges	6
II. À propos des gains dynamiques issus de la libéralisation des échanges	11
3 Examen de la littérature dans son contexte	14
I. Evaluation de l'AECG à travers le prisme des modèles EGC néoclassiques	15
i. Projections pour le PIB	15
ii. Projections pour le commerce	18
iii. Projections pour l'emploi et le revenu du travail	19
II. Problèmes méthodologiques et idées fausses communément répandues	20
i. Des œillères identiques aux quatre études.....	20
ii. Scénarios de simulation amplifiant les gains statiques nets de la libéralisation des échanges	21
iii. Méthodologie ad hoc transmutant l'investissement «libéralisé» en gains «dynamiques».....	22
4. Evaluation alternative de l'AECG à travers le prisme du modèle GPM.	24
I. Modèle	24
i. Champ d'application du modèle et données	25
iv. Ajustements post-libéralisation: chômage, inégalités de revenus, effets sur la demande globale et hystérèse	25
iii. Marges de manoeuvre politiques.....	27
II. Stratégie de simulation	27
i. Scénario de référence	28
ii. Scénario de l'AECG	29
III. Résultats	30
i. Soldes extérieurs	30
ii. Changements de politique fiscale, inégalités, capital oisif et autoprotection.....	31
iii. Pertes d'emploi, de croissance du PIB et de bien-être monétaire cumulé.....	34
5. Conclusion.....	36
6. Bibliographie	38
7. Notes	42

1. Introduction

Le 26 septembre 2014, le Premier ministre canadien, M. Stephen Harper, et le président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, ont signé l'accord économique et commercial global (AECG). Contrairement aux autres accords commerciaux de «nouvelle génération» encore en négociation tels que le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI ou TTIP, l'acronyme anglais), l'AECG est déjà en cours de ratification au Canada et dans tous les États membres de l'Union européenne¹. Comme les autres accords de libre-échange (ALE) de «nouvelle génération», l'AECG a pour objectif d'accroître la libéralisation du commerce, mais également de l'investissement et d'autres secteurs de la société qui ne sont pas encore exposés à la concurrence du marchés et à la compétition internationale. L'AECG est, par conséquent, bien plus qu'un simple «accord commercial» et doit être traité dans toute sa complexité, sans œillères.

Les partisans de l'accord affirment que la réduction des coûts commerciaux obtenue grâce à la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce permettra de stimuler les exportations et de générer des gains économiques qui profiteront aux deux parties. Les détracteurs de l'AECG, quant à eux, soutiennent que les accords commerciaux de «nouvelle génération» sont différents des accords commerciaux traditionnels car ils ambitionnent de réaliser bien plus qu'une simple réduction des coûts commerciaux. Non seulement les opposants déplorent la perte d'autonomie politique et l'absence de responsabilité démocratique engendrées par l'AECG, mais ils craignent également et à juste titre (sur la base d'expériences antérieures telles que l'ALENA et d'autres accords commerciaux régionaux) que la libéralisation n'entraîne davantage de chômage et d'inégalités ainsi que des pertes de bien-être (voir par exemple Stanford 2016, Myant et O'Brien 2015).

Comme il est désormais de coutume avec tous les accords commerciaux, les négociations de l'AECG ont été accompagnées d'un certain nombre d'études quantitatives qui prédisent des gains économiques pour tous les pays impliqués. Étonnamment, les quatre études se fondent sur le même modèle d'équilibre général calculable (modèle EGC) du projet GTAP (Global Trade Analysis Project). Par conséquent, chacune des quatre études se base sur des hypothèses néoclassiques standards mais irréalistes, telles que le plein emploi permanent de tous les travailleurs au Canada et dans l'Union, ce qui exclut d'emblée tout risque avéré et tout coût macroéconomique et social lié à la libéralisation. Dans ces analyses EGC, les économies canadienne et européenne s'ajustent immédiatement et sans aucun coût à la réforme commerciale et, puisque toute augmentation du chômage et toute perte du revenu total, même temporaire, est exclue à l'avance, les analyses de ce modèle ne peuvent qu'indiquer un gain net de bien-être. Aveuglés par ces postulats grossiers et manifestement irréalistes, les modélistes utilisant ce modèle EGC néoclassique n'ont fait qu'ignorer le problème. À la lumière d'un tel manque de diversité intellectuelle et de réalisme empirique, le présent article soutient que, ne serait-ce que par leur méthode, ces études ne représentent une base fiable ni pour évaluer l'AECG, ni pour fournir aux décideurs politiques des informations pertinentes.

L'objectif de la présente étude est double. Premièrement, nous proposons une critique théorique détaillée des quatre études existantes et de leur modélisation. Deuxièmement, nous offrons une autre évaluation de l'AECG au moyen d'un modèle différent et plus

réaliste, basé sur une représentation plus complète de la macroéconomie et sur des hypothèses plus plausibles concernant les ajustements économiques susceptibles de découler d'un accord commercial de «nouvelle génération» conçu pour couper les «coûts du commerce et davantage encore». À l'aide du «United Nations Global Policy Model» (modèle GPM), cette étude simule l'incidence de l'AECG sur l'économie mondiale pour la période 2017-2023 dans un contexte d'austérité prolongée et de croissance faible, en particulier dans l'Union. Plus précisément, nous ne remettons pas en question les prévisions réalisées par d'autres études à propos de l'expansion commerciale bilatérale entre le Canada et l'Union mais proposons plutôt une évaluation complète des conséquences de l'AECG sur toute l'économie, y compris sur l'emploi, la distribution des revenus et le bien-être.

Les résultats de la simulation montrent que l'AECG entraînera des pertes nettes en termes d'emploi, de revenus personnels et de PIB au Canada et, dans une moindre mesure, dans l'Union. Ce sont, notamment, environ 230 000 emplois qui seraient supprimés dans les pays parties à l'accord, dont 200 000 dans l'Union, et 80 000 supplémentaires dans le reste du monde, venant aggraver le déclin de la part des revenus du travail. Sur le long terme, des augmentations de salaire plus lentes transféreront une part supplémentaire du revenu national du travail vers les détenteurs de capitaux. En 2023, la part du revenu national attribuée au capital aura augmenté de 1,76 % au Canada et de 0,66 % dans l'Union. Par conséquent, les travailleurs auront perdu en moyenne 1 776 euros de revenus annuels au Canada et entre 316 et 1 331 euros dans l'Union, en fonction du pays. Le déficit de la demande globale, aggravé par la hausse du chômage, mettra également un frein à la productivité et provoquera des pertes cumulées de bien-être représentant un total de 0,96 % du revenu national du Canada et de 0,49 % de celui de l'Union. Outre leur impact négatif sur le PIB, ces effets, déclenchés par l'AECG, contribueront à renforcer les inégalités et les tensions sociales dans un contexte politique déjà complexe et explosif.

La présente étude aboutit à deux conclusions générales. Premièrement, les études quantitatives dont la conception ignore les risques avérés liés à une libéralisation approfondie ne représentent pas une base probante pour informer les décideurs politiques des implications économiques de l'AECG. Il est nécessaire d'adopter d'autres approches de modélisation, qui reconnaissent les risques de la libéralisation des échanges et sont en mesure d'en quantifier l'incidence et les coûts, afin d'en savoir plus sur les conséquences probables de l'accord. D'autres projections, fondées sur un modèle prenant pour point de départ une description plus complète et exacte de la macroéconomie ainsi que sur des hypothèses plus plausibles concernant les ajustements probablement nécessaires dans le contexte actuel si l'AECG est adopté, produisent des résultats radicalement différents. Deuxièmement, remplacer la demande intérieure par des exportations accrues ne permettra ni au Canada, ni à l'Union d'assurer une croissance durable. Dans les conditions actuelles d'austérité, de fort taux de chômage et de croissance faible, chercher à améliorer la compétitivité en réduisant le coût du travail ne peut que nuire à l'économie. Si les décideurs politiques devaient choisir d'adopter l'AECG et de s'engager dans cette voie, ils n'auraient bientôt plus qu'une option pour relancer la demande dans un climat de tensions sociales grandissantes: augmenter les crédits privés, éventuellement au moyen d'une nouvelle dérégulation financière, et s'exposer ainsi à une dette non viable et à l'instabilité financière. Au lieu de répéter les erreurs du passé, les décideurs politiques devraient plutôt stimuler l'activité économique grâce à des mesures politiques coordonnées et durables soutenant le revenu du travail et trouver le moyen d'entamer une

transition socio-écologique plus que nécessaire (Daly 2008, Holt et autres 2009, Dimitrova et autres 2013, Kohler 2015, 2016).

2. Quand la théorie rejoint la réalité: les «vilains petits secrets» des modèles commerciaux néoclassiques

Les quatre études quantitatives de l'incidence de l'AECG utilisent le même modèle EGC standard néoclassique; il n'est donc pas surprenant qu'elles recommandent toutes l'approche simple et directe dérivée des théories néoclassiques du commerce international: ouvrez vos frontières, car la libéralisation des échanges entraîne l'amélioration du bien-être. Cette recommandation est fondée non seulement sur les *gains statiques nets* issus du commerce (qui proviennent de la redistribution du travail, du capital et des terres en faveur des secteurs qui présentent un avantage comparatif pour le pays concerné), mais également sur les *gains dynamiques nets* issus du commerce. Ces gains dynamiques, qui proviennent en général du renforcement de la concurrence (mondiale), de l'augmentation des dépenses en matière de recherche et de développement et de l'accumulation accélérée de capitaux nécessaire pour conserver un avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux, sont connus pour être difficiles à formaliser et à mesurer (Ocampo et Taylor 1998, McCulloch 1999, Ackerman et Gallagher 2008, Rodrik 2015). En matière de statique comparative, les gains nets provenant de la libéralisation des échanges peuvent être conceptualisés de façon claire en tant que «pertes de poids mort» que l'on évite en supprimant les droits de douane. Ils sont mesurés au moyen de «triangles de Harberger», comme l'illustre la figure 1 ci-dessous. Le «vilain petit secret» de l'économie néoclassique, comme l'appelle Paul Krugman (1995, p. 31), est que les gains statiques réalisés grâce au commerce ne sont que très faibles et, pourrait-on ajouter, ponctuels.

I. À propos des gains statiques issus de la libéralisation des échanges

Nous pensons qu'il est utile aux fins de cet article de présenter l'analyse de Harberger, ne serait-ce que pour expliciter l'hypothèse rarement mentionnée qui la sous-tend et souligner la nature incertaine de l'affirmation selon laquelle la libéralisation des échanges entraîne forcément une augmentation du bien-être. Pour ce faire, nous nous proposons d'utiliser la figure 1, qui présente une courbe croissante de l'offre globale d'une marchandise homogène produite, par exemple, par le Canada dans des conditions de concurrence parfaite. La courbe de la demande globale est décroissante et nous partons du principe que les consommateurs considèrent uniquement le prix et ne s'intéressent pas à l'origine de la marchandise, qu'elle ait été produite au Canada ou à l'étranger. Le «prix autarcique» serait P_A et est plus élevé que le prix prévalant sur le marché mondial P_{W0} . Cependant, bien que l'économie canadienne soit ouverte au commerce international, le gouvernement impose un tarif ad valorem t sur les importations pour protéger l'industrie nationale. Ce tarif augmente le prix sur le marché intérieur à P_T , où $P_T = (1+t) P_{W0}$. La demande intérieure à P_T est égale à D_T , qui dépasse l'offre intérieure S_T au même prix; la demande excédentaire ($D_T - S_T$) est couverte par les importations. Dans ce système de protection tarifaire, ce que l'on appelle le surplus des consommateurs est égal à la somme des aires (A + B + C), tandis que les entreprises nationales bénéficient d'un surplus des producteurs égal à la somme des aires (D + E) et que l'État canadien perçoit les revenus du tarif d'importation (soit les aires F + G). Le bien-être global, d'après la théorie

néoclassique, est égal à la somme du surplus des consommateurs, du surplus des producteurs et des recettes publiques, soit $(A + B + C + D + E + F + G)$.

Selon les hypothèses formulées ci-dessus, la libéralisation des échanges ne peut qu'améliorer le bien-être. Illustrons à présent le raisonnement à l'aide de la figure 1 et supposons que le gouvernement canadien décide unilatéralement de supprimer le tarif t . Une fois les frontières ouvertes, les consommateurs canadiens peuvent acheter des marchandises au prix du marché mondial – et pour un même P_{W0} , les importations canadiennes devraient augmenter de $(D_T - S_T)$ à $(D_0 - S_0)$ dans la figure 1. Cela reviendrait à formuler l'hypothèse du «petit pays» (l'augmentation de la demande d'importations canadienne n'ayant pas d'incidence sur le prix mondial), ce qui serait irréaliste. Supposons plutôt que l'ouverture du Canada provoque une augmentation de la demande globale, suffisamment forte pour que le prix sur le marché mondial s'élève de P_{W0} à P_{W1} . Il est évident que le surplus des consommateurs au prix P_{W1} est égal à $(A + B + C + D + H + F + I)$; par rapport aux anciennes mesures protectionnistes, les consommateurs ont gagné les aires $(D + H + F + I)$ grâce à une réduction du prix. Les producteurs canadiens ont enregistré une perte (équivalente à l'aire D) dans la figure 1, puisque leur surplus au P_{W1} n'équivaut qu'à l'aire E . Les recettes publiques ont diminué de la somme des aires F et G .

Ces changements montrent clairement que la libéralisation des échanges engendre des «gagnants» (dans ce cas-ci, les consommateurs) et des «perdants» (dans la figure 1, les entreprises et le gouvernement). La supériorité du libre-échange (selon la théorie de Pareto) est fondée sur le fait que le *bien-être global* est plus important après la libéralisation des échanges qu'il ne l'était auparavant. C'est le cas dans la figure 1: l'évolution du bien-être global peut être calculée en additionnant l'augmentation du bien-être des consommateurs et la diminution du bien-être des producteurs et du gouvernement:

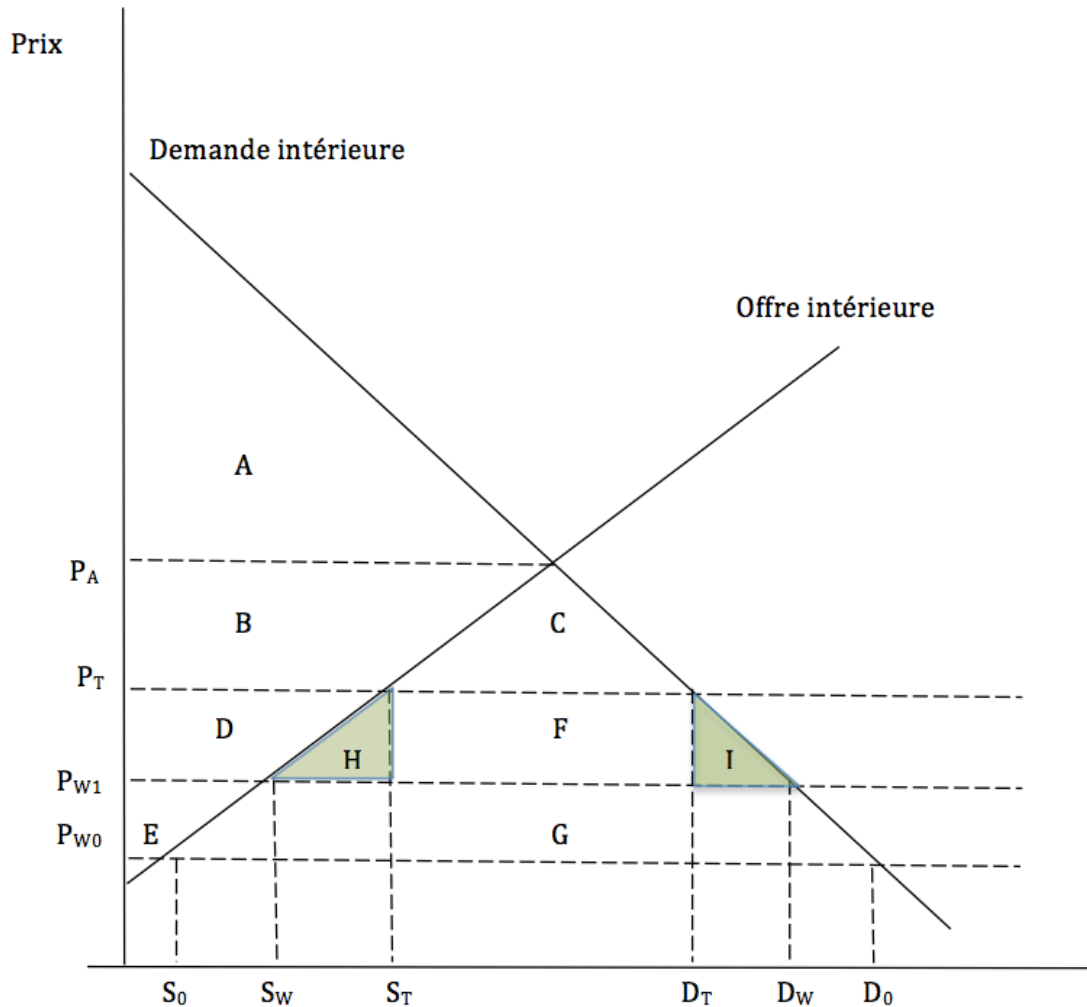
$$(D + H + F + I) - D - F - G = (H + I) - G > 0$$

Les aires $(H + I)$, les deux triangles de Harberger, représentent le «gain net» en matière de bien-être global. Elles sont considérées comme des «pertes de poids mort» créées par le tarif car aucun membre du système n'en tire de bénéfice. L'aire G est un effet des termes de l'échange qui représente ici une perte de bien-être (par rapport à la protection antérieure); cet effet est dû à l'augmentation de la demande d'importations du Canada qui, en conséquence de la libéralisation, fait flamber le prix du marché mondial. Nous supposons que l'aire G est plus petite que $(H + I)$ afin que la libéralisation des échanges génère effectivement davantage de bien-être pour l'économie canadienne. Notons que, dans le cas d'une petite économie, l'aire G disparaîtrait car elle n'aurait pas d'effet sur P_w , et qu'une réforme du commerce améliorerait indiscutablement le bien-être.

Depuis que Harberger (1959) a commencé ses calculs, il y a une soixantaine d'années, on a découvert, comme l'ont souligné Ocampo et Taylor (1998), que les gains statiques nets issus de la libéralisation des échanges (mesurés par les triangles $H + I$) sont positifs mais d'un volume négligeable: c'est là le «vilain petit secret» mentionné par Krugman. Par exemple, des études préliminaires réalisées pour l'Union ont estimé qu'une suppression complète et synchronisée de tous les obstacles tarifaires et non tarifaires n'augmenterait le PIB européen que de 0,3%; des estimations similaires portant sur les gains de bien-être

provenant d'une libéralisation totale des échanges ont indiqué des augmentations du PIB allant de 0,01 à 0,1 %.

Figure 1: Effets statiques sur le bien-être national de la libéralisation des échanges (en conditions de plein emploi)



D'un point de vue statistique, il est évident que ces résultats, rapportés par Vousden (1990), seraient tous compris dans la marge d'erreur de l'hypothèse nulle selon laquelle les gains nets de la libéralisation des échanges équivalent à zéro (c'est-à-dire $H + I - G = 0$). Ces résultats ont poussé Vousden (1990, p. 51) à regretter le fait que les coûts conventionnels statiques des droits de douane pour le bien-être sont insignifiants en termes relatifs. De même, Panagariya (2002, p. 178) conclut que, dans le modèle néoclassique traditionnel, les coûts statiques pour le bien-être de la protection par droits de douane de 15 % ou moins ne devraient pas excéder 1 % du PNB. Comme l'ont souligné Ackerman et Gallagher (2008), le modèle EGC du projet GTAP et le modèle «Linkage» de la Banque mondiale prévoient des gains tout aussi dérisoires: selon ces modèles, les gains «ponctuels» de bien-être provenant d'une libéralisation totale des échanges devraient atteindre respectivement un niveau médiocre de 0,23 % à 0,60 % pour les pays à revenu élevé et de 0,44 % à 0,80 % pour les pays en développement. La quantité de preuves empiriques qui attestent de l'insignifiance des triangles de Harberger est donc écrasante.

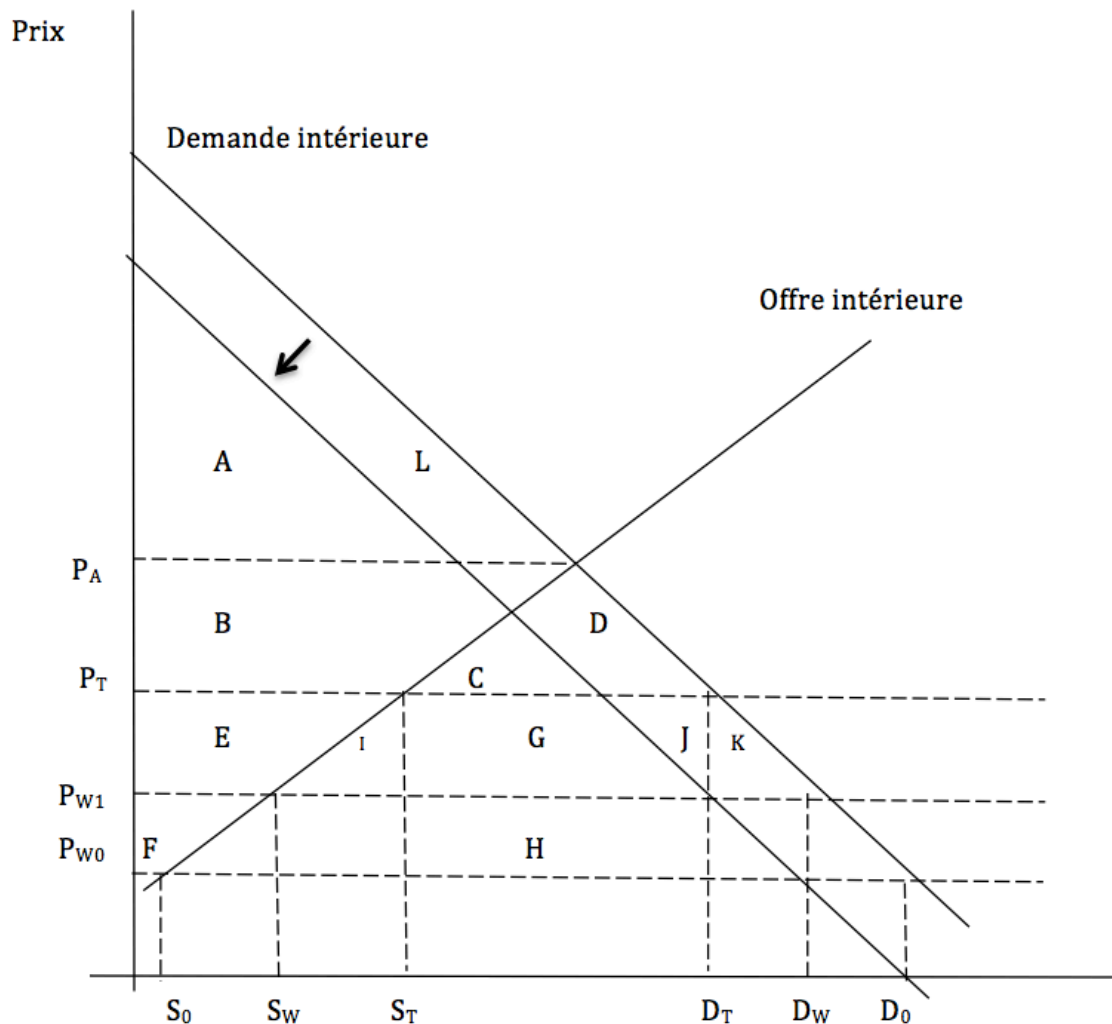
Les gains nets quasi nuls de Harberger ne sont cependant rien par rapport au danger qui guette la distribution en cas de libéralisation des échanges. Comme le font remarquer Ocampo et Taylor (1998, p. 1 528), alors que les gains nets totaux sont mesurés par de petits triangles (H et I dans la figure 1), les changements en matière de distribution sont représentés par des rectangles bien plus grands. Dans la figure 1, une suppression du tarif revient à ajouter au surplus des consommateurs les grands rectangles (D + H) et F ainsi que le triangle I, plus petit. Les recettes publiques perdent le grand rectangle (F + G). Le transfert des revenus des «perdants» vers les «gagnants» est important et peut, s'il n'est pas compensé, être un vecteur de perturbations sociales et politiques. Les économistes néoclassiques ont tendance à ignorer les conflits de distribution qui découlent des réformes commerciales mais, compte tenu de la figure 1, il n'est pas surprenant que les accords commerciaux «nouvelle génération» tels que l'AECG suscitent de nombreux débats et levées de boucliers (voir Myant et O'Brien 2015). Il est logique que les perdants (potentiels) se préoccupent des conséquences d'une libéralisation des échanges, en particulier dans le monde réel où les ajustements (la recherche d'un nouvel emploi, les déménagements, la reprise d'études, la fermeture d'une usine, les emprunts pour la création d'une nouvelle entreprise) coûtent cher. En minimisant ces coûts d'ajustement (voir De Ville et Siles-Brügge 2015), la théorie néoclassique du commerce soutient que le libre-échange améliore le bien-être, car les gagnants peuvent *en principe* dédommager les perdants (de préférence au moyen de programmes de transfert forfaitaire) sans pour autant nuire à l'amélioration de leur propre situation (car les gains nets totaux de la libéralisation des échanges sont positifs, bien qu'insignifiants). Or, les instruments nécessaires à ces transferts forfaitaires ne sont généralement pas disponibles et leur création comme leur mise en œuvre sont difficiles à prévoir et controversées politiquement.

Cependant, la figure 1 renferme, selon nous, un autre «vilain petit secret»: l'analyse présuppose que l'économie qui impose des droits de douane opère toujours en situation de plein emploi (ou au niveau maximum du PIB), ce qui correspond exactement à la façon de procéder du modèle EGC utilisé pour évaluer l'incidence de l'AECG sur le bien-être. Supposer qu'il y a plein emploi signifie que, quoi qu'il arrive, le revenu global et le PIB en ressortiront indemnes. Si la libéralisation des échanges provoque une baisse de la production et le délestage de travailleurs dans certaines activités (vraisemblablement celles qui ne présentent pas d'avantage comparatif), l'on suppose que ces travailleurs trouveront rapidement un nouvel emploi dans les secteurs dynamisés par la réforme du commerce. Les ressources productives doivent être applicables à tous les secteurs, ce qui signifie qu'un employé travaillant sur une chaîne de montage dans une usine automobile doit pouvoir être muté dans une société de logiciels, et vice versa. Ces deux employés peuvent également devenir des «entrepreneurs Uber». De la même manière, le capital (que l'on comprendra au sens de «machines») est malléable et peut être réaffecté depuis les secteurs sur le déclin vers les secteurs en pleine expansion. Si nécessaire, les salaires diminueront, ce qui aura pour conséquence d'augmenter l'emploi (par une substitution capital-travail), afin que le revenu salarial global (c'est-à-dire le produit des salaires gagnés par heure et du nombre total d'heures travaillées par la population active) ne diminue pas de façon excessive.

La redistribution du revenu depuis les épargnants à bas salaires vers les bénéficiaires de hauts salaires qui réalisent du profit et l'augmentation de l'épargne globale n'entraîneront pas un manque de demande globale, car les épargnes supplémentaires seront réinjectées

dans des investissements supérieurs, probablement dans un marché des fonds prêtables performant (qui supprimerait les taux d'intérêts) correspondant à la théorie de Wicksell. Le fait de supposer que des ajustements rapides et gratuits ont lieu afin de maintenir la demande au niveau de celle du plein emploi influence grandement les conclusions, car cela permet à la courbe de la demande globale de ne pas décliner (vers la gauche) dans la figure 1. Plus précisément: la demande globale ne dépend, bien sûr, pas uniquement du prix (relatif), mais également du revenu global (ou du PIB). Ce n'est qu'en éludant le problème de la déficience de la demande et en supposant que le PIB demeure à un niveau constant de plein emploi que l'on peut être certain que la courbe de la demande de la figure 1 reste stable, ce qui nous permet ensuite de mesurer les gains statiques nets de la libéralisation des échanges grâce aux triangles de Harberger. Il va sans dire que cette approche n'est pas réaliste.

Figure 2: Effets statiques de la libéralisation des échanges sur le bien-être national (en conditions autres que le plein emploi)



Imaginons plutôt que les ressources ne sont pas automatiquement entièrement utilisées et que la libéralisation des échanges diminue la demande globale, au moins de manière temporaire (par exemple au cours des cinq à sept premières années de transition après la réforme). Cela pourrait être dû aux ajustements coûteux et chronophages dans la

répartition du travail et du capital (par exemple le chômage frictionnel et la sous-utilisation des capacités). Dans une perspective keynésienne, cela pourrait être la conséquence d'un déficit d'investissements (privés) dans des conditions d'incertitude accrue et de chômage à la hausse, combinées à une augmentation de l'épargne globale. Dans tous les cas, le PIB chuterait et ferait basculer la courbe de la demande globale vers le bas, comme l'illustre la figure 2. L'analyse du bien-être de la figure 2 est semblable à celle de la figure 1, ce qui nous permet de passer directement aux variations nettes du surplus des consommateurs ($= E + G + I - L$), du surplus des producteurs ($= -E$) et des recettes publiques ($= -G - H - J$). Dans l'ensemble, le bien-être global change de $(I - L - D - H - J) < 0$. Dans la figure 2, la libéralisation des échanges réduirait le bien-être, essentiellement parce que les consommateurs seraient alors perdants du fait des revenus en baisse et des pertes d'emploi. La libéralisation des échanges n'est donc plus uniquement une question d'effets de substitution, car les effets sur les revenus jouent un rôle tout aussi important, voire plus, comme l'avait déjà identifié Adam Smith, à titre d'information, l'économiste ayant défendu, justifications à l'appui, l'utilisation des droits de douane à la fin du deuxième chapitre du quatrième livre de *La Richesse des nations* (Ocampo et Taylor 1998).

II. À propos des gains dynamiques issus de la libéralisation des échanges

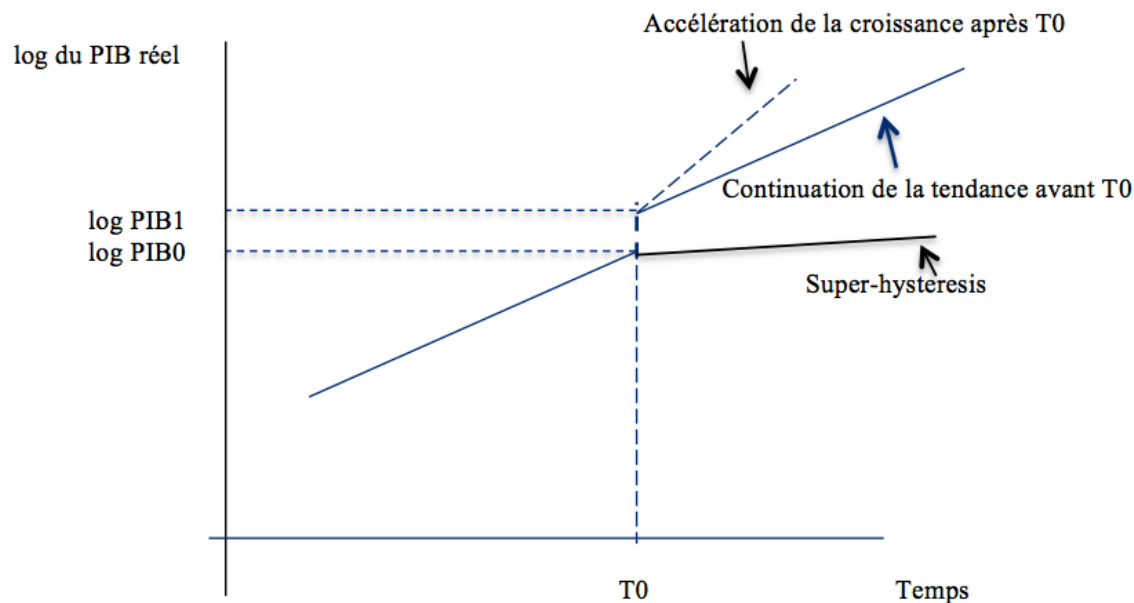
Les études EGC portant sur l'AECG affirment que la suppression des mesures de protection commerciale engendrera des gains dynamiques, c'est-à-dire des bénéfices à long terme tels qu'une croissance plus soutenue de la productivité du travail, davantage d'innovations et une concurrence (internationale) plus forte. La littérature scientifique (empirique et théorique) sur la question est abondante et impossible à examiner ici, mais on peut raisonnablement conclure qu'il n'existe pas de fondement probatoire suffisamment solide pour permettre d'affirmer que la libéralisation des échanges engendre des gains dynamiques (Ocampo et Taylor 1998, McCulloch 1999, Ackerman et Gallagher 2008, Raza, Tröster et von Arnim 2016). Les gains (ou les pertes) dynamiques issus de la libéralisation des échanges sont inévitablement fragiles et intrinsèquement fortuits: ils peuvent être modestes ou considérables, positifs ou négatifs, en fonction non seulement de l'ampleur et du calendrier de la réforme, mais également des structures des économies impliquées et des mesures fiscales et monétaires ainsi que des réglementations du marché du travail adoptées. Prenons l'argument classique selon lequel une plus grande exposition à la concurrence internationale force les entreprises à investir davantage dans l'innovation et le progrès technique. Le contre-argument tiré de l'école de Schumpeter avance que, dans des conditions oligopolistiques, la libéralisation des échanges réduit la rentabilité des entreprises et, par conséquent, diminue à la fois l'incitation à innover et la capacité des entreprises à financer, au moyen de leurs ressources internes, des investissements en matière de recherche et de développement, freinant ainsi la croissance de la productivité.

Le premier effet pourrait être compensé par le second; leur incidence nette serait alors probablement réduite et pourrait très bien être négative. Selon Paul Samuelson (2004, p. 136), l'idée que les gains dynamiques du commerce sont forcément positifs est une contre-vérité populaire controversée car il est complètement faux de présupposer que les gains dépassent *automatiquement* les pertes (voir Gomory et Baumol 2000). Nous sommes d'accord avec Dani Rodrik (2015) qui écrit que les modèles numériques qui prétendent montrer des effets *positifs* significatifs dynamiques et de croissance sont

suspects. Selon lui, les effets dynamiques ont tendance à être particulièrement instables et peuvent être facilement renversés si l'on modifie les hypothèses de façon appropriée. Il n'est pas surprenant, estime-t-il, que les modèles en faveur de l'accord choisissent sur cette base des hypothèses qui amplifient les gains économiques. Rodrik recommande par conséquent que les modélistes fassent preuve de sagesse et s'abstiennent d'utiliser certaines fioritures (*par exemple* l'apprentissage induit et les gains de la productivité totale des facteurs) qui ont été employées par le passé pour attribuer des bénéfices exagérés aux accords commerciaux.

Décrivons les enjeux. L'hypothèse est que la libéralisation des échanges produira une augmentation ponctuelle non seulement du niveau du PIB (réel), mais surtout du taux de croissance (tendancielle ou structurelle) du PIB. La différence entre l'effet statique (ponctuel) et l'incidence permanente sur la croissance est illustrée par la figure 3.

Figure 3: Modification ponctuelle contre modification permanente du PIB réel résultant de la libéralisation des échanges à T0



Imaginons que le commerce est libéralisé au moment T0 et admettons que cette ouverture mène à une restructuration des ressources ainsi qu'à un avantage comparatif statique. Cette restructuration peut consister en une autosélection d'entreprises comprenant uniquement les entreprises les plus efficaces qui ont survécu à la libéralisation des échanges et compensent l'offre perdue des entreprises qui n'ont pas survécu (Melitz et Trefler 2012). Ce résultat représentera une augmentation ponctuelle unique de la productivité du travail et du PIB réel, illustrée par un léger saut du niveau de PIB réel qui passera de logarithme PIB0 à logarithme PIB1.

La croissance économique continuera ensuite à la même vitesse qu'avant la réforme, sauf si la libéralisation des échanges provoque une augmentation permanente de l'accumulation des capitaux et/ou de la vitesse d'avancement du progrès technologique. Si cela devait arriver, la croissance tendancielle suivrait l'accélération illustrée par la ligne en pointillé, qui s'élève plus rapidement que la ligne qui représente la tendance

précédente. Dans ce cas, la libéralisation des échanges génère bel et bien des gains dynamiques, comme le montre l'incidence permanente sur la croissance tendancielle.

D'un point de vue réaliste, comment cela pourrait-il se produire? Nous pouvons raisonnablement exclure les «fioritures» que Rodrik (2015) qualifie à juste titre de «suspectes» (voir De Ville et Siles-Brügge 2015). Le seul moyen plausible par lequel la libéralisation des échanges pourrait augmenter la croissance tendancielle comme illustré dans la figure 3 serait que cette libéralisation induise une formation de capital supplémentaire. Puisque les investissements supplémentaires incluraient les technologies de pointe, la productivité moyenne du stock de capital augmenterait alors, ce qui aurait pour effet d'accroître la croissance de la productivité (du travail). Il est cependant curieux que les modèles EGC néoclassiques utilisés pour évaluer les incidences statiques et dynamiques des réformes commerciales ne spécifient pas les facteurs déterminants de l'accumulation de capitaux, de l'investissement en matière de recherche et développement ainsi que de l'innovation. Au contraire, dans ces modèles, l'investissement du secteur privé est déterminé par la disponibilité de l'épargne nationale: par hypothèse, toute l'épargne est automatiquement utilisée pour financer l'investissement (Raza, Tröster et von Arnim 2016). L'idée sous-jacente est que si l'épargne augmente, les dépôts bancaires augmenteront également, ce qui oblige les banques qui maximisent leurs profits et ne souhaitent pas rester les bras ballants avec des liquidités non utilisées à diminuer leur taux d'intérêt pour stimuler la demande de prêts à l'investissement de la part des entreprises. C'est pourquoi, lorsque l'épargne (ou l'offre de fonds prêtables) augmente, le taux d'intérêt diminue jusqu'à ce que l'investissement (ou la demande de fonds prêtables) augmente suffisamment pour atteindre le niveau plus élevé de l'épargne. La formation de capital n'est donc pas touchée par les variations de la demande (et de l'utilisation des capacités) ou la rentabilité prévisionnelle: la disponibilité de l'épargne est l'unique facteur qui motive l'investissement.

Cette hypothèse selon laquelle la formation de capital ne possède pas de dynamique propre et dépend entièrement de l'offre de l'épargne qui la motive a deux implications majeures qui, réunies, ont une influence décisive sur les résultats du modèle EGC. Premièrement, l'hypothèse en question implique qu'il ne peut jamais y avoir de déficience de la demande globale: si la libéralisation des échanges, par exemple, engendre du chômage (temporaire) ou une plus grande inégalité des revenus, provoquant ainsi une chute de la demande de consommation et une augmentation de l'épargne (nous supposons ici que les groupes à hauts revenus ont une plus grande propension à épargner que les groupes à bas revenus), les épargnes plus élevées seront automatiquement injectées dans une demande d'investissements plus élevée. Au cours de ce processus, la demande globale ne tombera pas en-dessous du niveau qu'elle avait atteint en situation de plein emploi. En d'autres termes, cette fermeture du modèle déterminée par l'épargne garantit que l'économie se comporte comme dans la figure 1 et la possibilité d'un déficit de la demande globale provoqué par une redistribution (non compensée) des revenus déclenchée par la réforme commerciale, que nous présentons dans la figure 2, est exclue d'emblée.

Deuxièmement, puisque le plein emploi est imposé (en supposant que toute l'épargne est automatiquement investie), la libéralisation des échanges doit produire de modestes *gains* statiques nets, car la courbe de la demande globale reste stable, comme dans la figure 1. Une partie du revenu supplémentaire est épargnée et, par conséquent, investie. Cela doit augmenter la capacité de production de l'économie pendant la période suivante et cette

capacité accrue sera à nouveau entièrement utilisée, ce qui crée un processus de causalité cumulée, représenté par l'augmentation de la croissance tendancielle dans la figure 3. L'augmentation de la croissance, comme l'expliquent Raza, Tröster et von Arnim (2016, p. 22), n'est qu'un «multiple du gain statique». Ce multiple peut-être amélioré en augmentant progressivement, de manière ponctuelle, le taux d'épargne de l'économie en réponse au rendement plus élevé sur le capital engendré par la réforme commerciale (Raza *et autres* 2016). L'hypothèse clé qui sous-tend le meilleur rendement du capital est, une fois de plus, le fait que l'économie emploie la totalité des ressources en matière de capital et de travail. Cette hypothèse, bien évidemment, ne se vérifie pas dans les faits.

Le modèle EGC néoclassique utilisé pour évaluer l'AECG est donc conçu d'une manière qui garantit d'emblée des gains dynamiques (comme l'illustre l'accélération de la croissance tendancielle dans la figure 3) et, chose importante, exclut de façon asymétrique la possibilité d'un ralentissement de la croissance. Comme le montrent clairement les recherches récentes menées par Ball (2014), Blanchard, Cerutti et Summers (2015) et Summers (2015) pour les pays de l'OCDE, une récession temporaire peut mener à un ralentissement de la croissance tendancielle – un résultat appelé «super-hystérèse» (ou «super-hysteresis» en anglais). Le cas de la super-hystérèse est exposé à la figure 3: après un recul temporaire du PIB provoqué par la restructuration qui résulte de la réforme commerciale, la croissance tendancielle ralentit. Ce qu'il convient de retenir de ces travaux, c'est qu'une anomalie passagère de la croissance risque de se transformer en un ralentissement structurel (permanent) de la croissance à long terme. Ce risque de super-hystérèse est complètement ignoré par les modèles EGC néoclassiques que nous examinons ici, puisque ces modèles se fondent toujours sur le plein emploi. Il s'agit là d'un autre exemple dont les postulats fondamentaux éludent ce que l'on considère aujourd'hui comme un risque macroéconomique majeur: le fait qu'une brève perturbation due à la libéralisation des échanges puisse entraîner des dégâts permanents sous la forme d'un taux de croissance plus faible.

3 Examen de la littérature dans son contexte

En 1999, le Forum sur le commerce Canada-Europe (FORCCE) a été créé à l'initiative de groupes de pression industriels afin de prôner une libéralisation plus poussée des échanges et des investissements entre ces économies.ⁱⁱ Outre la libéralisation des échanges, ce genre d'initiatives vise à déréguler et à imposer toujours davantage la concurrence internationale dans les secteurs public et privé (y compris, par exemple, la passation de marché), tout en augmentant la protection des intérêts du capital (par exemple pour ce qui est des droits de l'investisseur et des droits de propriété intellectuelle). Lorsque les négociations entre l'Union et le Canada se sont accélérées au cours de la décennie suivante, d'autres parties prenantes ont présenté des études mettant en garde contre les effets économiques, sociaux et environnementaux néfastes de l'AECG.ⁱⁱⁱ Les réactions des partisans d'une libéralisation plus poussée des échanges et des investissements reposaient alors sur des études portant sur les modèles EGC néoclassiques standards et dont le but était de restaurer, dans les cercles des décideurs politiques, la certitude que le libre-échange est bénéfique pour tous les partenaires commerciaux.

I. Evaluation de l'AECG à travers le prisme des modèles EGC néoclassiques

Au cours des quinze dernières années, quatre études néoclassiques ont tenté de quantifier l'incidence économique d'un accord commercial entre l'Union et le Canada. Ces études se sont fondées sur des versions légèrement modifiées d'un même modèle EGC du projet GTAP.^{iv} Par leur nature (comme nous l'avons expliqué dans la section 2), de tels modèles ont tendance à prédire que la libéralisation des échanges aboutira à des gains bénéfiques pour tous. Évidemment, ce ne serait pas la première fois que des prévisions de gains mutuels découlant d'un accord de libre-échange (ALE) ne se réalisent pas.^v Après avoir résumé les principaux résultats de ces modèles, nous mettrons en lumière les hypothèses irréalistes qui les supportent, car la crédibilité et la pertinence des résultats du modèle EGC dépendent de celles des postulats sur lesquels cette analyse a été bâtie.

i. Projections pour le PIB

Au début des années 2000, une première étude a été commandée par la filiale européenne du ministère des affaires étrangères et du commerce international du Canada (MAECI) et réalisée par Cameron et Loukine (2001). Cette étude a proposé une estimation des gains pouvant être obtenus en diminuant les coûts commerciaux grâce à une réduction ou à une suppression totale des droits de douane sur le commerce des marchandises entre les partenaires de l'AECG, y compris les produits agricoles.^{vi} Leur étude a prévu de faibles gains de PIB, estimés à 0,04 % pour le Canada et à 0,009 % pour l'Europe des Quinze (UE-15)^{vii} (tableau 1). Ces chiffres médiocres ont néanmoins été utilisés lors d'un sommet bilatéral en 2002 pour soutenir le lancement d'un examen complet des relations et des négociations sur l'accord visant à renforcer le commerce et l'investissement (ARCI).

Ces négociations ont finalement échoué en 2004, lorsque la Commission européenne a décidé, face aux conclusions de l'étude du MAECI jugées peu concluantes, qu'un accord ne serait pas signé s'il n'était pas plus exhaustif (Drache et Trew 2010). Ce changement de politique annonçait la future stratégie de l'Union pour une *Europe mondialisée*. Cette stratégie visait à améliorer la compétitivité en allant plus loin que la suppression des obstacles tarifaires et en se dirigeant vers la suppression des obstacles non tarifaires et la libéralisation de nouveaux secteurs, tels que les services, les investissements, la passation de marché ainsi qu'un accès amélioré aux ressources (en particulier l'énergie) et la protection des droits des investisseurs et des droits de propriété intellectuelle (CE 2006). Le Canada, lui aussi, a rapidement emprunté cette voie en adoptant sa *Stratégie commerciale mondiale* (gouvernement du Canada 2008). Confronté aux poussées compétitives des économies développées et émergentes qui cherchaient à signer de nouveaux accords bilatéraux et régionaux alors que les accords multilatéraux commençaient à perdre leur crédibilité et leur intérêt, le Canada a exprimé en 2008 sa volonté de reprendre des négociations avec l'Union au sujet d'un accord commercial «nouvelle génération».^{viii}

La même année, le gouvernement canadien et la Commission européenne ont commandé une deuxième étude, réalisée par Hejazi et Francois (2008), qui a amplifié les gains prévus d'un accord commercial plus exhaustif en posant plusieurs hypothèses radicales. Non seulement leur scénario de libéralisation partait du principe que tous les droits de

douane seraient supprimés, y compris pour les produits agricoles, mais il comprenait également une réduction considérable des obstacles non tarifaires à l'échange des biens et des services.^x De surcroît, les auteurs ont supposé que toutes les économies réalisées seraient totalement investies dans la capacité de production intérieure, ce qui engendrerait par hypothèse des effets d'accumulation de capitaux à long terme.^{xi}

Tableau 1: Projections à long terme^{ix} pour le PIB (en %, différences par rapport à la référence)

	Cameron et Loukine (2001) Rapport CA-MAECI ⁽¹⁾	Hejazi et Francois (2008) Rapport conjoint ⁽²⁾	Kitou et Phillippidis (2011)⁽³⁾	Kirkpatrick et autres (2011) UE-EICDD ⁽⁴⁾
Canada	0,03-0,04	0,76	0,36-0,45	0,18-0,36
UE	0,003-0,009	0,08	0,04-0,05	0,02-0,03

Remarque: Les écarts de grandeur entre les résultats prévus par les quatre études EGC proviennent (i) de scénarios de libéralisation fondés sur des hypothèses différentes quant à *la portée maximale de la libéralisation* réalisée dans le cadre de l'AECG ainsi que (ii) de décisions concernant la façon de projeter les gains statiques EGC dans le futur (voir note en bas de page viii) pour générer des gains «dynamiques» *ad hoc, ou au contraire, choisir de ne pas le faire*. Résumons les caractéristiques spécifiques des quatre études examinées: (1) Scénario maximal: suppression de tous les droits de douane sur les marchandises uniquement. Méthode: simulation EGC statique uniquement. (2) Scénario maximal: suppression par l'AECG de tous les droits de douane sur les marchandises, ainsi que des obstacles non tarifaires sur les biens et les services. Méthode: les gains EGC statiques sont projetés dans le futur pendant sept ans, jusqu'en 2014, toutes les économies réalisées durant cette période étant investies dans la production intérieure. (3) Scénario maximal: le même que dans le rapport conjoint, si ce n'est que les droits de douane restent en place pour les déclarations de produits sensibles de niveau SH6 soumises par les deux parties en 2009 au cours du premier cycle de négociations commerciales. Méthode: la même que le rapport conjoint, si ce n'est que la période de projection s'étend jusqu'à 2024. (4) Scénario maximal: le même que le rapport conjoint. Méthode: simulation EGC statique uniquement.

La même année, le gouvernement canadien et la Commission européenne ont commandé une deuxième étude, réalisée par Hejazi et Francois (2008), qui a amplifié les gains prévus d'un accord commercial plus exhaustif en posant plusieurs hypothèses radicales. Non seulement leur scénario de libéralisation partait du principe que tous les droits de douane seraient supprimés, y compris pour les produits agricoles, mais il comprenait également une réduction considérable des obstacles non tarifaires à l'échange des biens et des services.^x De surcroît, les auteurs ont supposé que toutes les économies réalisées seraient totalement investies dans la capacité de production intérieure, ce qui engendrerait par hypothèse des effets d'accumulation de capitaux à long terme.^{xi}

Cela signifie que, dans un modèle conçu pour évaluer les effets macroéconomiques de la libéralisation des échanges, dont un grand nombre seront produits par les investissements des entreprises, les décisions de ces dernières en matière d'investissement ne sont pas examinées; on suppose au contraire, de façon peu réaliste, que les entreprises investiront la totalité de l'épargne dont elles disposent. Comme expliqué ci-dessous, ce n'est pas la portée plus vaste du nouvel accord proposé qui a poussé les modélistes EGC à prédire des résultats plus attrayants. Ce sont plutôt les nouveaux domaines candidats à la libéralisation qui ont permis aux modélistes d'introduire de nouvelles couches d'hypothèses irréalistes dont certaines, bien que particulièrement frappantes, ont pourtant

été adoptées dans les études ultérieures consacrées aux conséquences de l'accord et fondées sur des modèles EGC.

Par rapport aux prédictions du rapport MAECI, les gains de PIB provenant d'un accord plus exhaustif prévus par l'étude conjointe ont plus ou moins été multipliés par dix, pour atteindre 0,77 % pour le Canada et 0,08 % pour l'Europe des Vingt-sept (UE-27). Ces chiffres ont contribué à relancer l'initiative au sein des communautés d'affaires transatlantiques et ont préparé le terrain pour une reprise des négociations sur un accord économique et commercial global au sommet UE-Canada du 6 mai 2009 à Prague. L'élargissement de la portée des négociations de l'AECG par rapport à celle des négociations interrompues de l'ARCI reflétait alors l'évolution des priorités politiques exprimées dans les nouvelles stratégies commerciales des deux camps. C'était également la manifestation d'un contexte institutionnel en pleine transformation: après la ratification en 2009 du traité de Lisbonne, l'investissement étranger était la seule compétence dont l'Union disposait par rapport à ses États membres.^{xii}

À la suite de la publication du rapport conjoint officiel, qui sert toujours aujourd'hui de principale référence dans les discussions sur l'AECG au sein des cercles politiques, deux autres études ont présenté des estimations quantitatives de l'incidence économique de l'accord sur la base de la même méthodologie. Kitou et Phillippidis (2010) ont proposé de modifier légèrement les prévisions du rapport conjoint et de prendre en considération les déclarations de produits sensibles de niveau SH6 soumises par les deux parties en 2009 au cours du premier cycle de négociations commerciales, principalement dans le but de conserver un certain degré de protection des produits alimentaires et agricoles majeurs. Leurs résultats sont certes moins positifs, à cause de l'importance des obstacles restants en matière d'échange des produits alimentaires et agricoles, mais conformes à ceux du rapport conjoint, prédisant des gains de PIB atteignant 0,45 % pour le Canada et 0,05 % pour l'UE-27.

Enfin, la Commission européenne a commandé une évaluation de l'impact du commerce sur le développement durable (EICDD) de l'AECG afin d'en estimer les effets économiques, sociaux et environnementaux.^{xiii} Kirkpatrick *et autres* (2011) ont abandonné la méthodologie controversée de projection «dynamique» utilisée dans les deux études précédentes mais ont conservé le scénario de libéralisation maximale défini dans le rapport conjoint. Ils ont obtenu des prévisions de gains de PIB pour des valeurs de 0,36 % pour le Canada et 0,03 % pour l'UE-27. L'EICDD est intéressante à cause du caractère multidimensionnel de son évaluation et de la décision de reprendre, dans certaines sections, des consultations incluant les inquiétudes de la société civile dans le rapport final à la Commission. Ainsi, l'EICDD admet en passant que l'AECG pourrait entraîner une augmentation des inégalités et des émissions de CO₂ (par exemple en augmentant le transport commercial et l'extraction de sables bitumineux). Elle mentionne également subrepticement que l'espace politique^{xiv} pourrait se réduire à cause de la libéralisation de la passation de marché, de la protection accrue des droits de propriété intellectuelle et de l'adoption d'un mécanisme juridique similaire au règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE).^{xv} Pourtant, après avoir consulté la société civile, les auteurs du modèle EGC néoclassique sur lequel repose l'EICDD n'ont fait aucun effort pour inclure les arguments entendus lors du processus de consultation dans leurs simulations EGC, y compris ceux qui s'avéraient particulièrement pertinents d'un point de vue économique et auraient pu être intégrés dans le modèle. Par conséquent, les projections de l'EICDD n'ont absolument pas été influencées par ces consultations

«décoratives» et n'ont pas remis en question les conclusions de ces modèles, selon lesquelles l'AECG engendrerait des gains de PIB.^{xvi}

ii. Projections pour le commerce

Les prévisions commerciales des études susmentionnées sont rapportées d'une façon plus complexe que les chiffres relatifs au PIB, probablement parce qu'il est difficile de masquer le fait que le libre-échange tend à exacerber le déséquilibre des relations commerciales (Stanford 2010). Ces simulations EGC néoclassiques sont conçus comme des scénarios équilibrés qui supposent que toute modification défavorable provoquée par la libéralisation des échanges dans un secteur est compensée ailleurs par des gains, et ne prennent donc pas en considération les effets de la causalité cumulée sur les partenaires plus faibles. Comme nous le décrivons ci-après, ces simulations ignorent également les incidences pouvant s'avérer négatives sur la demande d'importations dérivées du chômage et des pertes de revenus du travail provoquées par des mesures de compétitivité et de restrictions imposées sur les actions fiscales gouvernementales.

Comme le résume le tableau 2, Cameron et Loukine (2001) estiment que l'élimination des droits de douane augmenterait les exportations bilatérales de marchandises jusqu'à 15,6 % pour le Canada et 34,8 % pour les pays de l'UE-15. Le total des exportations de marchandises canadiennes augmenterait de 0,86 %.^{xvii} Les gains dérisoires de PIB (jusqu'à 0,04 % pour le Canada et 0,009 % pour l'UE-15) montrent la faiblesse du lien entre le commerce et le PIB, même dans les simulations EGC néoclassiques. Ils indiquent également que la politique du chacun pour soi adoptée dans la réorientation des échanges par rapport aux pays tiers est un moyen de concrétiser ces gains commerciaux «mutuellement bénéfiques» mais insignifiants.^{xviii} Cameron et Loukine (2001) évaluent les pertes liées à la réorientation des échanges pour les États-Unis seuls à 562 millions de dollars, c'est-à-dire plus de la moitié des gains combinés de PIB prévus pour le Canada (236 millions de dollars) et l'Union (772 millions de dollars).

Tableau 2: Projections à long terme pour les exportations (en %, différences par rapport à la référence)

	Cameron et Loukine (2001) Rapport CA-MAECI		Hejazi et Francois (2008) Rapport conjoint		Kitou et Phillippidis (2011)		Kirkpatrick et autres (2011) UE-EICDD	
	<i>Bilatéral</i>	<i>Total</i>	<i>B</i>	<i>T</i>	<i>B</i>	<i>T</i>	<i>B</i>	<i>T</i>
Canada	11,2-15,6	0,78-0,86	20,4	ND	ND	ND	ND	0,54-1,56
UE	34,3-34,8	ND	24,2	ND	ND	ND	ND	0,05-0,07

Remarque: B = bilatéral, T = total, ND = non disponible/non précisé dans l'étude. Voir la remarque en-dessous du tableau 1 pour un résumé des caractéristiques spécifiques de chaque étude.

Hejazi et Francois (2008) présentent des chiffres similaires, estimant que l'AECG augmenterait l'exportation bilatérale des biens et des services de 20,4 % pour le Canada et de 24,2 % pour l'UE-27. Leur scénario de libéralisation maximale suppose également une réduction considérable des obstacles non tarifaires à l'échange de biens et de services.^{xix} Ce dernier étant un secteur d'avantage comparatif pour les pays de l'Union, il est surprenant d'observer ici une croissance plus faible des exportations européennes vers le Canada par rapport à l'étude précédente. La multiplication par dix des gains de PIB

prévus par rapport à l'étude précédente (0,77 % pour le Canada et 0,08 % pour l'UE-27) montre également que les gains ne naissent pas fondamentalement d'une intensification du commerce, mais sont générés par d'autres mécanismes ad hoc qui reproduisent artificiellement les gains dynamiques.^{xx}

Pour terminer, alors que les deux études ultérieures examinent en détail les variations de production sectorielle et de commerce bilatéral sectoriel, Kitou et Phillippidis (2010) ne donnent aucun chiffre pour les exportations bilatérales globales ou totales.

Kirkpatrick *et autres* (2011) prédisent que les exportations totales de biens et de services connaîtront une croissance allant jusqu'à 1,56 % pour le Canada et 0,07 % pour l'UE-27. Ce chiffre est comparable à l'estimation qu'obtiennent Cameron et Loukine (2001) en projetant un scénario de libéralisation bien moins ambitieux qui n'inclut pas la suppression des obstacles non tarifaires à l'échange des biens et des services.

iii. Projections pour l'emploi et le revenu du travail

Les quatre études EGC néoclassiques posent comme principe le plein emploi de tous les facteurs (travail et capital) et, ce faisant, excluent le chômage, qui reste un défi majeur des économies capitalistes, que l'AECG soit adopté ou non (tableau 3). Nous nous permettons de signaler qu'en 2016, 6,8 % des travailleurs canadiens sont au chômage et qu'un travailleur européen sur dix est aujourd'hui sans emploi. Parallèlement, les taux d'emploi sont à la baisse et ont perdu plus d'un point des deux côtés de l'Atlantique depuis la crise financière mondiale, oscillant autour de 72 % au Canada et 64 % dans l'Union. Ignorant ces faits importants, les études EGC partent du principe que les ressources de main-d'œuvre sont utilisées constamment et pleinement. De plus, ces études ont conduit certains à affirmer que l'AECG allait créer des emplois. Le gouvernement canadien, par exemple, a déclaré sur son site web officiel que la mise en œuvre de l'AECG «[reviendrait] à créer près de 80 000 nouveaux emplois» au Canada.^{xxi} Cette affirmation provient d'un calcul réalisé à partir des projections de gains de PIB du rapport conjoint, sans tenir compte du fait que ce dernier prend le plein emploi comme point de départ. De telles prévisions peuvent néanmoins être un puissant outil politique de persuasion.^{xxii}

Tableau 3: Projections à long terme pour l'emploi et les inégalités de revenus

	Cameron et Loukine (2001) Rapport CA-MAECI		Hejazi et Francois (2008) Rapport conjoint		Kitou et Phillippidis (2011)		Kirkpatrick et autres (2011) UE EICDD	
	<i>Chômage</i>	<i>Inégalités</i>	<i>C</i>	<i>I</i>	<i>C</i>	<i>I</i>	<i>C</i>	<i>I</i>
Canada	∅	∅	∅	∅	∅	+	∅	+ ou -
UE	∅	∅	∅	∅	∅	+	∅	+

Remarque: C = chômage, I = inégalités de revenus, ∅ = n'existe pas *par hypothèse*, + est une augmentation par rapport à la référence, - est une diminution par rapport à la référence. Voir la remarque en-dessous du tableau 1 pour un résumé des caractéristiques spécifiques de chaque étude.

Le gouvernement canadien a également déclaré que l'AECG «[reviendrait] à augmenter le revenu annuel du ménage canadien moyen de 1 000 dollars».^{xxiii} Cette affirmation est techniquement correcte dans le contexte du modèle de simulation du rapport conjoint qui

suppose que tous les ménages sont exactement identiques en termes de capital de dotation et de compétences. Pourtant, ce modèle ferme les yeux sur les disparités croissantes en matière de distribution du revenu entre les détenteurs du capital et les travailleurs, ainsi que parmi les travailleurs. Cameron et Loukine (2001) excluent également toute forme d'inégalité, mais les deux études plus récentes ont ouvert la voie à une analyse superficielle des inégalités de revenus personnels en séparant les ménages en fonction de leur niveau de compétences (faible ou élevé).^{xxiv} Sans analyser leurs résultats, Kitou et Phillippidis (2010) présentent dans leur annexe la différence en pourcentage entre les revenus des deux catégories de ménages dans le scénario de référence et dans leur scénario. Puisqu'il est prévu que tous les salaires réels augmenteront dans des proportions égales, mais que les ménages dotés de compétences élevées gagnent plus, le fossé des inégalités se creusera nécessairement au Canada et en Europe. Enfin, Kirkpatrick *et autres* (2011) examinent brièvement l'incidence de l'AECG sur les salaires. Eux aussi prévoient une augmentation des salaires réels, mais reconnaissent explicitement que les inégalités de revenus personnels se creuseraient en Europe, car les salaires des travailleurs qualifiés augmenteraient plus que ceux des travailleurs non qualifiés. Leurs résultats montrent aussi que l'écart salarial pourrait s'agrandir au Canada en fonction du niveau de salaire initial des travailleurs qualifiés et non qualifiés.

Même si les inégalités augmentent dans certaines versions du modèle néoclassique standard, un tel résultat négatif pour la demande globale de consommation n'a toutefois pas d'incidence sur le reste de l'économie. Dans ce modèle, l'économie opère en permanence au plein emploi, car tout déficit de la demande de consommation implique une augmentation de l'épargne qui, par hypothèse, est immédiatement convertie en une demande supplémentaire d'investissements (comme nous l'avons expliqué dans la section 2).

II. Problèmes méthodologiques et idées fausses communément répandues

Les quatre études que nous examinons ici prévoient toutes que la libéralisation suscitée par l'AECG produirait des résultats positifs. Cependant, ces études présentent un certain nombre de problèmes méthodologiques, en commençant par leur manque d'indépendance et de diversité intellectuelle. Outre ce défaut d'ordre général, les simulations EGC posent un certain nombre de problèmes plus techniques. Comme brièvement mentionné dans la remarque sous le tableau 1, les prédictions à long terme par les quatre études examinées diffèrent principalement à cause des choix de modélisation qui influencent les résultats. Le premier choix concerne la portée maximale de la libéralisation prévue par les scénarios qui simulent l'effet de l'AECG. Cette portée détermine l'ampleur des gains statiques prévus par les modèles EGC. Deuxièmement, les études projettent différemment, ou choisissent de ne pas projeter, ces gains statiques dans le futur pour générer des gains dynamiques ad hoc. Enfin, c'est l'omission systématique des coûts des ajustements macroéconomiques, des risques de déséquilibre et des coûts sociaux émanant des changements politiques provoqués par l'AECG qui représente le déficit méthodologique prépondérant de ces études basées sur des modèles CGE.

i. Des œillères identiques aux quatre études

Ces quatre études ont été directement ou indirectement commandées et financées par des sponsors politiques^{xxv} qui soutiennent ouvertement le programme de libéralisation en

concertation avec les groupes de pression industriels.^{xxvi} Comme le montre l'annonce par le gouvernement canadien des prévisions en matière d'emploi, les pouvoirs publics souhaitent ardemment conclure un accord en faveur des entreprises et des investisseurs qui soutiennent leurs efforts. Il serait naïf de penser que les sponsors accueilleraient favorablement des avis indépendants qui iraient à l'encontre de leurs intentions (voir De Ville et Siles-Brügge 2015 pour une explication sur la façon dont les décideurs politiques utilisent les études EGC pour façonner leurs discours de manière à orienter le débat sur les accords commerciaux comme ils l'entendent). De plus, les quatre études se fondent sur une même base de données^{xxvii} et un même modèle EGC de plein emploi issu du projet GTAP.^{xxviii} Encore une fois, ce n'est pas une coïncidence si les sponsors exigent spécifiquement l'utilisation des projections EGC et l'exclusion *de facto* d'approches quantitatives plus réalistes ou différentes qui pourraient identifier et évaluer non seulement les avantages, mais également les possibles effets négatifs de la libéralisation. Ce «consensus scientifique» d'apparence monolithique créé par ces études quantitatives n'est donc qu'un colosse aux pieds d'argile.

ii. Scénarios de simulation amplifiant les gains statiques nets de la libéralisation des échanges

La conception des scénarios de libéralisation peut inclure des hypothèses exagérées concernant la portée des réductions des coûts commerciaux (obstacles tarifaires et non tarifaires) ainsi que des omissions relatives à d'autres réductions engendrées par la libéralisation (revenus du travail, impôts sur les sociétés, dépenses publiques, etc.). À l'exception de Kitou et Phillippidis (2010), toutes les études quantitatives disponibles portant sur l'AECG supposent dans leur scénario de libéralisation maximale que les droits de douane bilatéraux seront intégralement supprimés sur toutes les marchandises, y compris les marchandises alimentaires et agricoles qui sont, encore à ce jour, sujettes à des lignes tarifaires élevés. Dans la mesure où l'AECG ne supprimera pas ces lignes tarifaires, cette hypothèse exagérée a contribué à amplifier des gains qui seraient sinon insignifiants à partir des réductions des droits de douane (comme les triangles de Harberger ont permis de le mesurer).

D'autre part, toutes les études à l'exception de celle de Cameron et Loukine (2001) ont analysé des scénarios dans lesquels les obstacles non tarifaires à l'échange des biens et des services sont supprimés, sur la base d'estimations peu fiables. En effet, le rapport conjoint ne cherche pas à spécifier ou à quantifier ces obstacles non tarifaires. Ses auteurs reconnaissent que leur estimation selon laquelle les obstacles non tarifaires des biens représentent 2 % des coûts commerciaux est fondée sur des «données non scientifiques», ce qui tranche avec l'apparente précision avec laquelle ils présentent leurs résultats. À notre sens, cette approche est un parfait exemple de raisonnement fallacieux fondé sur la réification telle que l'a théorisée le philosophe Alfred North Whitehead. Concernant la libéralisation des échanges, Hejazi et Francois (2008) avancent l'hypothèse audacieuse selon laquelle l'AECG rendrait l'échange de services entre l'Union et le Canada aussi aisé qu'à l'intérieur de l'Union même, ce qui implique, selon les auteurs, des réductions des coûts estimés de l'ordre de 2 à 10 %, en fonction du secteur de service.^{xxix} Pourtant, comme l'expliquent Raza *et autres* (2014), la façon dont les obstacles non tarifaires sont définis et estimés est d'une importance capitale: en deux mots, plus les réductions des obstacles non tarifaires sont élevées, plus les gains potentiels du «libre-échange» le sont aussi. Au sens large, les obstacles non tarifaires sont des instruments de politique

commerciale autres que les droits de douane, qui peuvent être classés soit dans la catégorie des *obstacles politiques*, soit dans celle des *obstacles présumés*. La première catégorie comprend les réglementations et les procédures relatives à la vente d'un produit au-delà des frontières nationales, tandis que la seconde est liée aux différences linguistiques, culturelles, monétaires, etc. Dans le cadre d'un accord tel que l'AECG, seuls les obstacles appartenant à la première catégorie peuvent être supprimés. Une étude des coûts commerciaux qui fait autorité, réalisée par Anderson et van Wincoop (2004), suggère que les obstacles présumés ajoutent environ 30 % aux coûts de production, alors que les obstacles non tarifaires liés aux obstacles de la politique frontalière entre les pays développés ne représentent qu'un dixième de cela, entraînant une augmentation des coûts de production d'environ 3 %. Malgré tout, du fait de leur défaut de diligence requise, le rapport conjoint et les études MECG ultérieures font fi de cette distinction et surestiment donc largement les gains potentiels découlant de la suppression des obstacles non tarifaires, en particulier pour les échanges de services.

Il est, en outre, incorrect d'amalgamer les obstacles politiques et les obstacles présumés en une seule catégorie de «coûts commerciaux», car les obstacles politiques génèrent en réalité de nombreux bénéfices économiques, sociaux et environnementaux qui ne sont pas pris en compte dans ces analyses EGC. Comme Joumard (2016) le souligne dans son rapport, des analyses coûts-bénéfices des réglementations existantes et des nouvelles réglementations sont menées de manière systématique dans les pays développés. Les coûts liés à la réglementation sont simples à évaluer par rapport aux bénéfices, qui sont plus difficiles à quantifier, en particulier les bénéfices à long terme. En conséquence, la valeur des exigences réglementaires est régulièrement sous-estimée. Le bureau des affaires de l'information et des réglementations des États-Unis (US Office of Information and Regulatory Affairs, OIRA) a conclu, dans son rapport de 2014 *au Congrès sur les bénéfices et les coûts des réglementations fédérales et des mandats non financés pour les entités étatiques, locales et tribales*, que les bénéfices économiques des réglementations excédaient environ 7,7 fois les coûts (OIRA 2015). Les exercices de modélisation qui choisissent une approche uniquement orientée sur les «coûts» pour aborder les obstacles non tarifaires commettent par conséquent une sérieuse erreur conceptuelle, car la suppression pure et simple de ces obstacles réduirait considérablement la prospérité et le bien-être. Cette erreur semble plus grave encore que la confusion entre concept et chose concrète mise en évidence plus haut.

iii. Méthodologie ad hoc transmutant l'investissement «libéralisé» en gains «dynamiques»

D'autres problèmes méthodologiques sont à signaler dans les études de l'AECG qui visent à projeter dans le futur les gains statiques estimés dans les modèles EGC. Comme nous l'avons mentionné, les gains de PIB prévus à long terme sont dix fois supérieurs dans l'exercice de modélisation «dynamique» du rapport conjoint par rapport à l'étude statique plus ancienne réalisée par Cameron et Loukine (2001).

Les gains statiques provenant d'une réduction des droits de douane représentent 12 % des gains cumulés de PIB dans le rapport conjoint et sont comparables à ceux estimés par Cameron et Loukine (2001). Réduire les obstacles non tarifaires rapporte cependant des gains deux fois plus élevés, représentant respectivement 7 % et 16 % de gains cumulés de PIB pour les obstacles non tarifaires à l'échange de biens et de services. Cela signifie que les 65 % restants, c'est-à-dire deux tiers des gains totaux de PIB d'après l'étude

conjointe, représentent des gains «dynamiques» xxx générés «hors» du modèle EGC et obtenus au moyen d'une méthodologie ad hoc. Comme décrit ci-après, ces gains «dynamiques» n'ont aucun lien avec la libéralisation et ont été créés de toutes pièces.

En effet, bien que les résultats EGC «dynamiques» soient présentés comme suivant une trajectoire temporelle, la trajectoire prévue n'est rien de plus qu'une séquence d'équilibres statiques liés par une fonction épargne-investissement imposée de manière exogène.^{xxxii} Pour réaliser leurs projections «dynamiques», Hejazi et Francois (2008) et Kitou et Phillippidis (2010) supposent que toute nouvelle épargne issue de gains statiques est conservée dans l'espace national (en l'absence de sorties de capitaux) et entièrement réinvestie dans la production intérieure.

Cette explication standard paraît particulièrement bancale, car elle s'oppose aux signes indiquant une baisse de l'investissement au Canada et dans l'Union, qui ont vu le capital se diriger vers les marchés émergents, les paradis fiscaux et les centres financiers offshore au cours des dernières décennies marquées par une libéralisation guidée par le monde des finances.^{xxxiii} Le raisonnement théorique, lui aussi, sonne creux et laisse plusieurs questions en suspens. Premièrement, pourquoi l'épargne augmenterait-elle après la mise en place de l'AECG? Dans le modèle EGC standard sur lequel se fonde l'étude conjointe, les ménages disposent tous du même capital et pourraient augmenter leur épargne et leurs investissements grâce à un rendement du capital relativement plus élevé. Dans le monde réel, cependant, la majeure partie du capital est détenue par un faible pourcentage de la population et la plupart des ménages vivent grâce au revenu du travail. Il est par conséquent plus plausible que l'épargne des ménages augmente, la baisse du rendement du travail les poussant à se montrer prudents. La diminution du bien-être des citoyens au profit de la libéralisation des marchés pourrait avoir le même effet, comme le suggère la littérature scientifique (Storm et Naastepad 2012). Ce raisonnement tranche pourtant avec les projections optimistes du rapport conjoint à propos de l'augmentation du revenu des ménages du Canada et de l'Union.

Deuxièmement, est-il véritablement réaliste de supposer que l'épargne finance l'investissement et que toutes les économies supplémentaires sont automatiquement traduites en investissements? Comme l'affirme la littérature traitant de cette question (Lavoie et autres 2004, Kumhof et Jakab 2016), l'épargne des ménages est essentiellement utilisée pour la consommation différée et seulement marginalement pour le financement d'investissements. Les modèles EGC néoclassiques qui supposent le plein emploi des ressources du capital peuvent avancer que le secteur financier est un intermédiaire passif, mais efficace pour convertir toute l'épargne en investissement productif. Or, dans le monde réel, l'investissement provient en majeure partie de crédits octroyés par les institutions financières, qui jouissent du privilège de la création monétaire dans les systèmes bancaires de réserves fractionnaires (Kumhof et Benes 2012, Poszar et autres 2010). En l'absence de contre-pouvoirs opérationnels et démocratiques et d'interventions politiques, ce privilège permet aux institutions financières de peser lourd dans les décisions concernant le financement et le développement des secteurs économiques et sociaux.

Enfin, pourquoi les fonds de l'épargne ou du crédit intérieurs seraient-ils investis dans le pays même et non à l'étranger, grâce à la libéralisation financière prévue par l'AECG? Il est curieux que l'AECG revendique, d'une part, l'amélioration de la mobilité internationale du capital et, d'autre part, le fait que la méthodologie ad hoc de projection

des gains «dynamiques» soit fondée sur l'hypothèse contraire. Par conséquent, l'une des hypothèses clés du rapport conjoint non seulement paraît incohérente et contraire aux preuves empiriques, mais est également formulée sans tenir compte des contributions théoriques primordiales apportées dans le cadre du débat académique.

En résumé, les quatre études examinées utilisent des hypothèses impossibles à défendre de manière empirique dans leur scénario de simulation, simplifient la réalité complexe des obstacles non tarifaires en utilisant des données non scientifiques, ignorent les bénéfices potentiels et ne prennent en compte que les coûts des arrangements institutionnels existants, etc., et ce, afin d'amplifier les gains statiques censés provenir de la libéralisation des échanges. Certaines d'entre elles exagèrent encore davantage les résultats statiques en concevant une méthodologie ad hoc pour inventer des gains «dynamiques» dans des modèles fondamentalement statiques. Le rapport conjoint, référence sur laquelle se base le débat politique, est coupable de toutes ces accusations.

Contrairement à l'opinion largement répandue, l'ampleur des gains prévus dans les études examinées n'est pas le résultat d'une tentative de modélisation de la libéralisation plus exhaustive de l'AECG. Les implications de l'AECG s'étendent en effet bien au-delà du commerce, mais les simulations EGC de l'accord restent des simulations commerciales traditionnelles. Par conséquent, une grande partie des aspects couverts par l'accord, y compris la mobilisation de capitaux étrangers, ne sont pas correctement modélisés dans ces études. Au contraire, les gains projetés se fondent sur la supposition que la portée plus complète de l'AECG donnera naissance à de nouvelles interactions macroéconomiques. Bien qu'il soit légitime et nécessaire de chercher à modéliser ces interactions, ces recherches doivent reposer sur des preuves et sur un raisonnement théorique solides afin de produire des explications plausibles sur les ajustements économiques, y compris sur les coûts macroéconomiques et sociaux non négligeables qu'il serait irresponsable d'ignorer sur le plan politique.

4. Évaluation alternative de l'AECG à travers le prisme du modèle GPM

Étant donné les problèmes méthodologiques qui minent les études EGC fondées sur le modèle néoclassique présentés dans la section 2, il est nécessaire de réaliser une autre évaluation de l'incidence économique de l'AECG, conçue à partir d'un modèle mondial de politique reposant sur des hypothèses plus réalistes et apte à évaluer de façon complète et constante aussi bien les bénéfices que les coûts (macro)économiques de l'AECG.

I. Modèle

Le «United Nations Global Policy Model» (modèle GPM) est un outil de modélisation avec une orientation politique conçu pour l'analyse de tendances à travers des données historiques et la génération de simulations de scénarios possibles pour l'avenir (Cripps et Izurieta 2014). Il dispose de deux composantes principales: une base de donnée mondiale complète et un modèle stock-flux cohérent (SFC) de simulation macroéconométrique (voir Mitchell 2016 pour une description détaillée).^{xxxiii} La suite de cette section développe trois caractéristiques qui permettent de distinguer clairement le modèle GPM des modèles EGC mentionnés plus haut et utilisés jusqu'à présent pour évaluer l'incidence économique de l'AECG.

i. Champ d'application du modèle et données

La base de données du modèle GPM, baptisée «World Data», suit les développements de l'économie réelle et financière. Elle contient des séries relatives au commerce (de produits manufacturés, de produits primaires, de l'énergie et des services), aux prix, mais aussi aux flux financiers nationaux et internationaux et aux bilans financiers. Cette base de données comprend également des informations macroéconomiques sur les principales institutions (secteurs privé, public et financier); elle intègre le travail, la distribution des salaires et des profits, la population, la migration et considère également, bien qu'uniquement de manière exploratoire, l'impact environnemental (émissions de CO₂ en fonction des sources d'énergie). Ce modèle SFC reprend 45 années de données historiques sur 124 pays (et cinq groupes résiduels couvrant le reste du monde) regroupés en 30 pays ou groupes de pays pour les besoins de la présente étude. La «cohérence stock-flux» est obtenue en ajustant les séries nationales afin de garantir la cohérence interne de la banque de données.^{xxxiv}

Les données historiques les plus récentes remontent à 2014 et le modèle aligne l'ensemble de données jusqu'à 2016 grâce à un algorithme qui associe les chiffres connus et les données provisoires disponibles au-delà de l'ensemble de données historiques.

Contrairement aux modèles EGC néoclassiques, le modèle GPM est fondé sur la cohérence stock-flux de toutes les variables, y compris les bilans financiers. Le modèle GPM suit méticuleusement les flux financiers et les volumes d'avoirs et d'engagements des principaux secteurs de l'économie. On obtient ainsi une méthode de contrôle de la vraisemblance des déséquilibres financiers en cours (flux) qui peuvent ou non aboutir sur une accumulation convenable d'avoirs et d'engagements (stocks) au fil du temps (Cripps et Izurieta 2014). Cette méthode permet de suivre les instabilités financières et les processus non viables qui inquiétaient Minsky (Lavoie 2016). Le modèle GPM n'a pas d'«angle mort» et peut donc offrir des informations structurelles sur les dynamiques des variables monétaires et financières, notamment pour ce qui est de leur incidence sur la demande globale et le développement économique à long terme, qui sont ignorés sans motif valable par les analyses EGC standards.

iv. Ajustements post-libéralisation: chômage, inégalités de revenus, effets sur la demande globale et hystérèse

Le modèle GPM ne présuppose pas que les travailleurs sont tous interchangeable, ni que les salaires s'ajustent ou devraient s'ajuster rapidement afin de clarifier la situation du marché du travail. Si l'ajustement des prix est imparfait, les quantités s'ajustent également. Le modèle GPM accorde de l'importance au chômage et à la distribution des revenus et surveille de près le fonctionnement du marché du travail ainsi que son interaction avec la demande globale, la productivité et le développement à long terme. Il contient donc des équations de comportement pour la participation au marché du travail, le chômage, la détermination des salaires et la distribution des revenus primaires. L'emploi (comme le chômage) est déterminé par l'interaction de la demande globale et de facteurs relatifs à l'offre tels que la participation au marché du travail et, en particulier, la croissance de la productivité du travail. Contrairement aux modèles EGC néoclassiques, le modèle GPM ne présuppose pas que les économies, lorsqu'elles sont ébranlées, convergent vers l'état idyllique du plein emploi, mais plutôt qu'elles se livrent

à des ajustements subordonnés aux mesures adoptées et à la composition institutionnelle des économies en question. Cela pourrait créer un cercle vicieux de chômage persistant et involontaire, une option exclue par les modélistes EGC néoclassiques. Une palette variée d'économistes tels que Ball (2014), Blanchard, Ceruti et Summers (2015), Landesmann (2016) et Lavoie (2016) ont souligné l'importance d'une telle hystérèse, voire super-hystérèse, dans la conjoncture actuelle.

Le modèle GPM suppose que les salaires ne sont pas uniquement le reflet de la productivité marginale (comme c'est le cas pour l'approche EGC), mais sont plutôt déterminés par la majoration des prix que les entreprises imposent sur les coûts du travail. Par conséquent, les institutions et le pouvoir de négociation entre les travailleurs et les entreprises jouent un rôle important dans la distribution des revenus, fortement dépendante de la trajectoire adoptée et des effets de rétroaction sur la demande globale (Cripps et Izurieta 2014).

Lors de la libéralisation des échanges, le modèle GPM identifie qu'un déficit de la demande peut entraîner du chômage et des inégalités de revenus. Dans cette logique, lorsque des entreprises moins compétitives perdent des parts de marché par rapport à leurs concurrents étrangers, elles tentent de conserver des profits en licenciant des travailleurs. Lorsqu'un secteur se contracte, il se peut que d'autres secteurs souffrent également et que les pertes du revenu du travail ainsi induites déclenchent une réduction des dépenses intérieures. Sans l'aide d'une demande supplémentaire fournie par une autre source (telle que, typiquement, la demande extérieure, la demande du gouvernement ou des investisseurs), ce processus peut mener à de nouvelles pertes d'emploi et plonger l'économie dans la récession.

Au lieu de contourner le problème en imaginant une situation de plein emploi, le modèle GPM tient compte de ce risque particulièrement élevé en période de faible croissance économique (Capaldo *et autres* 2016).

Les accords de libéralisation des échanges et des investissements tels que l'AECG exercent en outre une pression sur la distribution des revenus qui, dans un contexte de mondialisation financière, a de fortes chances d'affaiblir la demande globale. En effet, une libéralisation accrue incitera les entreprises à améliorer leur compétitivité, principalement en réduisant les coûts de production, afin de préserver leurs parts de marché. Comme la main-d'œuvre représente la majeure partie des coûts de production, les dirigeants d'entreprise diminueront les coûts salariaux en remplaçant cette main-d'œuvre par des technologies à plus forte proportion de capital et en ralentissant la croissance des salaires nominaux. Simultanément, la libéralisation des investissements contribuera à renforcer la financiarisation croissante, incitant les entreprises à accroître leurs profits et la valeur actionnariale en augmentant le prix du capital (Cordonnier et autres 2013). Bien que ce changement de distribution au détriment du revenu du travail puisse avoir un effet positif à court terme sur les investissements, attirés par une meilleure compétitivité à l'exportation et par des rendements financiers accrus, il a également pour conséquence de réduire les dépenses de consommation en matière de biens et de services nationaux et importés, ainsi que le remboursement des dettes alors que le secteur financier européen est toujours vulnérable. Les accords commerciaux «nouvelle génération» comme l'AECG risquent d'aggraver la chute de la demande intérieure car ils imposent de multiples règles visant à réduire l'espace politique et empêchent les autorités de stimuler la production locale, l'emploi et les revenus. En

résumé, bien que les effets combinés d'un changement de distribution des revenus intérieurs sur la demande d'exportations et d'importations générée par un tel accord puissent améliorer le taux de change réel, les effets combinés des changements simultanés de distribution en faveur du capital dans plusieurs pays risquent d'avoir une influence négative sur la demande globale mondiale. Ce mécanisme d'ajustement est conforme aux études de plus en plus nombreuses qui montrent que les inégalités de revenus entravent la croissance économique (Berg et autres 2012, Ostry et autres 2014, Foerster et Cingano 2014).

iii. Marges de manoeuvre politiques

Le modèle GPM ne se base pas sur des hypothèses néoclassiques telles que les attentes rationnelles, le plein emploi et l'efficacité des marchés qui condamnent un grand nombre d'économistes à toujours penser vainement en termes d'équilibre. Grâce à cela, l'avenir simulé par le modèle GPM n'est pas voué à converger vers une trajectoire supposée «naturelle». En remettant en question ses hypothèses et sa lecture du fonctionnement de l'économie et de la direction qu'elle prend, le modèle est capable d'accepter l'existence de phénomènes psychologiques, sociaux et institutionnels tels que l'incertitude, le chômage persistant, les négociations liées à la distribution des revenus ou la dépendance de trajectoire des résultats économiques, etc.^{xxxv} Par conséquent, le modèle GPM laisse plus de place à l'examen des options politiques (Storm 2016).

Le modèle GPM a toutefois, lui aussi, ses limites. L'une des plus importantes, commune aux modèles mondiaux, est qu'il ne fournit pas de résultats individuels pour chaque pays du monde. En raison des grandes quantités de données traitées par le modèle GPM, les calculs sont simplifiés en regroupant certains pays en régions. Ce regroupement de pays nuit indubitablement à la précision des prévisions mais aide à identifier de grandes tendances macroéconomiques. Le nombre de secteurs représente la deuxième limite du modèle. Le modèle GPM n'étudie que quatre grands secteurs impliqués dans le commerce international: les produits énergétiques, les produits primaires, les produits manufacturés et les services. Cette limite n'est cependant pas significative, car la simulation de l'AECG par le modèle GPM intègre les résultats des échanges bilatéraux d'études EGC mieux ventilés afin de se concentrer sur les implications macroéconomiques (Capaldo *et autres* 2016).

II. Stratégie de simulation

Afin d'analyser l'AECG, le Canada, les plus grandes économies européennes (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) et d'autres pays du G20 sont conservés en tant que pays autonomes. Les autres pays de l'Union^{xxxvi} sont regroupés en un seul bloc sous-régional accompagné par 10 autres blocs sous-régionaux qui ne reprennent pas les pays du G20. Au total, le monde est donc divisé en 30 unités économiques. Pour les besoins de la présentation, des regroupements post-simulation ont été réalisés pour former des groupes reprenant tous les pays de l'Union, tous les pays de l'AECG et le reste du monde.

i. Scénario de référence

Comme dans d'autres exercices de simulation, le modèle est utilisé dans un premier temps pour projeter une trajectoire de référence pour chaque unité économique. Les données historiques s'arrêtant en 2014, le modèle GPM commence par la création de données SFC pour 2015 et 2016. Afin de maximiser la comparabilité avec les études EGC, une référence a ensuite été simulée pour la période allant de 2017 à 2023.^{xxxvii} Cette référence a été constituée à l'aide de toutes les informations disponibles sur les politiques passées et actuelles, ainsi que les habitudes de dépenses et les hypothèses concernant les politiques économiques futures des différents pays. Celles-ci contiennent la décision prise par les décideurs politiques des États membres de l'AECG de maintenir des contraintes en matière de politique fiscale et une politique monétaire relativement accommodante, les positions fiscales légèrement plus souples dans les autres pays développés, les pressions en faveur de l'ajustement dans certains grands pays en développement, l'engagement des autorités chinoises envers une transformation structurelle qui s'éloigne de l'investissement pour se concentrer davantage sur la consommation tout en stabilisant le rythme de la croissance économique, et un ralentissement modéré de la croissance de l'offre en pétrole orchestré par l'Arabie saoudite afin de soutenir les prix.^{xxxviii}

Tableau 4: Projection de référence pour les composantes principales du PIB (en % du PIB, taux de croissance)

	Dépenses publiques			Investissements privés			Dépenses des consommateurs		
	2016	2017-19	2020-23	2016	2017-19	2020-23	2016	2017-19	2020-23
Canada (% du PIB)	25,3	24,7	24,0	19,6	18,1	16,8	57,3	58,1	58,5
<i>(taux de croissance)</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-3,4</i>	<i>-2,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>1,9</i>
Total UE	22,8	22,8	22,9	17,2	17,5	17,8	57,2	56,8	56,7
Allemagne	-0,2	1,5	1,5	4,1	2,3	1,8	1,8	1,2	1,4
France	21,5	21,5	21,4	17,1	17,1	17,2	53,9	53,9	54,6
	1,6	1,5	1,1	2,4	1,4	1,6	2,0	1,6	1,8
Italie	27,1	26,9	26,6	18,2	18,1	17,8	55,4	55,1	55,5
	-1,0	0,6	0,6	1,3	0,7	0,6	0,7	0,8	1,3
Royaume-Uni	21,1	21,4	21,9	15,2	16,4	17,5	60,5	59,6	58,8
	-0,1	1,7	1,8	4,6	4,3	2,5	0,5	0,3	0,6
Autres pays de l'UE	21,7	21,4	21,4	15,2	15,4	16,0	66,2	66,3	66,0
	-0,3	1,3	2,0	2,6	2,6	3,3	1,9	2,0	1,7
Total AECG	22,8	23,0	23,4	18,4	18,9	19,1	54,7	54,0	53,6
	-0,8	2,0	1,9	6,7	2,6	1,7	2,5	1,1	1,3
Reste du monde	23,0	23,0	23,0	17,4	17,6	17,8	57,2	56,9	56,9
	-0,1	1,4	1,5	3,4	1,9	1,8	1,8	1,3	1,4
	18,3	18,1	17,8	23,7	24,2	24,5	57,3	56,8	56,6
	3,0	2,9	3,2	2,8	4,5	3,6	2,8	3,1	3,6

Source: Simulation du modèle GPM. Remarque: Les taux de croissance annuels moyens indiqués en italique font référence au taux de croissance de la valeur composante du PIB et non pas à sa valeur en tant que proportion du PIB.

Le tableau 4 illustre les projections des composantes principales du PIB. Au Canada, les dépenses publiques et les investissements privés, qui ont augmenté à la suite de la crise financière et qui sont restés relativement élevés depuis lors, vont progressivement décélérer et même se contracter, étant donné les tendances des prix du pétrole et des principaux produits. Pendant ce temps-là, l'Union s'impose une faible croissance de la demande intérieure car les décideurs politiques de ces pays persistent à nier la nécessité de mesures de relance budgétaire plus énergiques (Stiglitz 2016). La recherche de la convergence politique dans l'Union contribuera à façonner les résultats économiques des États membres. Dans l'ensemble, les dépenses publiques, les investissements privés et les dépenses des consommateurs augmenteront plus lentement dans les pays de l'AECG et plus généralement dans les pays développés par rapport au reste du monde.

ii. Scénario de l'AECG

Nous avons utilisé le modèle GPM pour projeter les implications macroéconomiques de l'AECG et les comparer avec la référence. Dans le modèle, les équations décrivant le commerce et l'investissement étranger comprennent des modalités qui reflètent les modifications tarifaires et la dérégulation financière. Cependant, conscients que le modèle GPM ne dispose que d'une structure commerciale relativement peu ventilée, et pour éviter de partir d'une base totalement différente, nous avons choisi une stratégie de simulation qui consiste principalement à reproduire les chiffres de croissance des exportations bilatérales prévus par l'étude conjointe.

Reconnaissant que l'AECG est plus qu'un accord commercial et que les modèles exclusivement dédiés aux analyses commerciales ne conviennent pas aux fins de cette étude, nous avons refusé de simuler l'AECG en le considérant comme une simple réduction des coûts commerciaux bilatéraux, comme l'ont fait les études EGC néoclassiques que nous avons examinées. En prenant en considération l'ambition affichée par les partisans de l'AECG d'aller au-delà de la libéralisation des échanges et d'améliorer de manière plus générale la compétitivité des économies canadienne et européenne,^{xxxix} et afin d'augmenter le réalisme de la simulation de l'AECG,^{xl} le scénario politique de l'AECG part du principe que le renforcement de la libéralisation intensifiera plusieurs dimensions de la concurrence internationale et engendra des effets observables dans toute l'économie.

Une libéralisation accrue incitera tout d'abord les entreprises à améliorer leur compétitivité, principalement en réduisant les coûts du travail et de la production et en augmentant la valeur actionnariale, afin de préserver leurs parts de marché et d'attirer des investisseurs. Par une approximation «cible-instrument», nous avons simulé à l'aide du modèle GPM ces pressions concurrentielles exercées sur les entreprises (et reportées sur les travailleurs) en admettant des changements de variables qui influencent la demande d'importations et les parts de marché à l'exportation jusqu'à atteindre les projections réalisées par les études EGC en matière d'exportations bilatérales.

Par ailleurs, une libéralisation plus poussée intensifiera les pressions exercées sur les gouvernements pour qu'ils accordent un traitement fiscal favorable aux entreprises transnationales (et locales) et qu'ils répondent aux demandes des agences de notation de crédit souhaitant l'amélioration du solde budgétaire. En tenant compte des implications et dans le prolongement de la diminution de l'espace politique, les dépenses publiques en

biens et services et les transferts publics devraient diminuer.^{xli} Les imputations envisagées par ce scénario sont donc très modérées, représentant seulement une fraction de l'effet principal sur les équations qui déterminent les taux d'imposition et les dépenses publiques à cause des pressions généralement exercées par les investisseurs étrangers dans un contexte de libéralisation accrue.

Sur la base de ces hypothèses limitées mais plus réalistes, le scénario du modèle GPM a exploré les conséquences macroéconomiques et les implications pour l'emploi de tels changements en permettant aux diverses parties du modèle de s'ajuster de façon endogène, incluant des retours de la distribution, du revenu et de la demande globale.

Les dernières modifications en matière d'exportations totales, de demande intérieure, d'emploi, de distribution des revenus et d'autres variables ne sont donc pas considérées comme données, mais sont plutôt déterminées de façon endogène par le retour national et mondial inclus dans le modèle.

III. Résultats

Le tableau que nous projetons est considérablement différent de la situation présentée dans les études EGC que nous avons examinées. En comparant les résultats du scénario politique de l'AECG avec ceux du scénario de référence à la fin de la période de projection de sept ans qui se termine en 2023, il apparaît que l'AECG profite aux secteurs extérieurs canadien et européen (tableau 5), comme le prévoyaient les études EGC que nous avons analysées (et comme le supposait en partie la simulation du modèle GPM, qui avait adopté leurs estimations de croissance des exportations bilatérales). Cependant, les modifications du revenu des secteurs public et privé et des comportements de dépense (tableau 6) engendrées par l'AECG provoquent un plus grand déficit négatif de la demande globale, qui génère à son tour du chômage de longue durée (tableau 7) et des pertes de PIB (tableau 8). Sauf indication contraire, les différences de résultats entre le scénario de l'AECG et la référence sont indiqués en pourcentage du PIB afin d'illustrer le changement de la composition de la demande effective et non les taux de croissance de variables spécifiques en valeurs absolues.

i. Soldes extérieurs

Les projections du modèle GPM montrent que l'expansion du commerce bilatéral provoquée par la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires combinée à l'application de mesures de réduction des coûts recommandées par l'AECG, augmentera les soldes extérieurs canadien (0,21 %) et européen (0,03 %). Il est prévu que le déficit de la balance des paiements courants du Canada diminue, grâce à la hausse des exportations nettes canadiennes (0,19 %) et à une balance commerciale passant progressivement dans le vert. Au sein de l'Union, l'AECG améliorera marginalement les soldes extérieurs de la plupart des pays. Les exportations nettes de biens et de service de l'Allemagne (0,04 %) et de l'Italie (0,05 %) augmenteront légèrement plus rapidement que dans la référence. C'est le secteur extérieur de la France qui devrait connaître la plus grande croissance (0,20 %) car il est prévu que sa balance commerciale devienne positive (0,07 %) et que ses recettes en devises augmentent (0,13 %). Touchée par la réorientation des échanges intraeuropéenne, la performance commerciale du Royaume-Uni (-0,01 %) et d'autres

pays européens (-0,02 %) se détériorera légèrement (-0,01 %), comme l'indique également le déclin de leur balance des paiements courants.

Tableau 5: Secteur extérieur (en % du PIB, différences par rapport à la référence)

<i>Unités</i>	Balance des paiements courants <i>% du PIB</i>	Balance commerciale <i>% du PIB</i>	Balance des revenus nets et transferts de l'étranger <i>% du PIB</i>
Canada	0,21	0,19	0,02
Total UE	0,03	0,01	0,02
Allemagne	0,04	0,04	0,00
France	0,20	0,07	0,13
Italie	0,08	0,05	0,03
Royaume-Uni	-0,02	-0,01	-0,01
Autres pays de l'UE	-0,02	-0,02	0,00
Total AECG	0,05	0,03	0,02
Reste du monde	-0,01	0,00	-0,01

Source: Simulation du modèle GPM. Remarque: Les effets sont mesurés par comparaison des résultats du scénario de l'AECG avec ceux du scénario de référence à la fin de la période de projection de sept ans, c'est-à-dire en 2023.

Une explication probable de l'amélioration de la balance commerciale du Canada malgré l'augmentation de son déficit commercial bilatéral avec l'Union est que les mesures de réduction des coûts, telles que le ralentissement de la croissance des salaires nominaux ou la compression des salaires réels, diminueront le taux de change réel du Canada et stimuleront la compétitivité relative des biens et services canadiens par rapport à ceux de ses principaux partenaires commerciaux. Les États-Unis absorbant trois quarts de l'ensemble des exportations canadiennes, soit environ dix fois plus que l'Union européenne, un déficit bilatéral croissant avec l'Union peut donc être largement compensé par l'obtention de nouvelles parts de marché aux États-Unis.

Les résultats montrent que la réorientation des échanges provoquée par les mesures de réduction des coûts dans les pays de l'AECG ont lieu au détriment du reste du monde, mais également de l'Europe. En effet, l'application de telles mesures dans l'Union, en particulier dans de grands pays avec des parts élevées du revenu du travail et un chômage persistant comme la France et, dans une moindre mesure, l'Italie, aura pour conséquence de stimuler leurs exportations aux dépens des autres pays de l'Union. Compte tenu de la stagnation de la demande et de la faible croissance économique, les mesures de réduction des coûts améliorant les positions extérieures (en partie grâce à la réduction des importations), qui devraient produire des gains de PIB, peuvent déclencher (ou perpétuer) un nivellement par le bas protectionniste et un cercle vicieux autodestructeur.

ii. Changements de politique fiscale, inégalités, capital oisif et autoprotection

Outre le fait d'améliorer la compétitivité relative des biens canadiens et européens vis-à-vis du reste du monde, les mesures de réduction des coûts issues de l'AECG ont également des répercussions sur la distribution du revenu national entre les secteurs public et privé ainsi qu'entre les détenteurs de capitaux et les travailleurs des pays parties

à l'accord, ce qui a également des conséquences sur la demande globale au niveau national et, de façon marginale, au niveau mondial.

Étant donné que la libéralisation approfondie restreint l'espace politique et s'étend à de nouveaux pans de la société qui n'ont jusqu'alors jamais été soumis à la concurrence sur les marchés, le secteur public se rétractera légèrement et fera place à l'expansion du secteur privé dans les pays de l'AECG. En situation de marasme économique persistant, les recettes publiques diminueront également à cause des réductions des droits de douanes et d'autres réformes fiscales telles que les taux de l'impôt des sociétés mis en œuvre par les gouvernements des pays de l'AECG qui souhaitent attirer des investisseurs. Il est estimé qu'en 2023, l'AECG aura contribué au déclin des recettes publiques du Canada (-0,12 %) et de l'Union (-0,16 %). Parallèlement, la réduction de l'espace politique et les pressions en faveur de l'assainissement budgétaire entraîneront des réductions des dépenses publiques au Canada (-0,20 %) et dans l'Union (-0,08 %). Dans l'Union, on estime que ces coupes seront plus sévères dans les pays dotés de secteurs publics plus développés, comme la France (-0,20 %) et l'Italie (-0,20 %). Le volume plus important de manque à gagner en matière de recettes publiques par rapport aux dépenses publiques aura tendance à creuser les déficits publics. En conséquence, les pays de l'Union verront leurs finances publiques approcher dangereusement, voire dépasser les limites fixées par le traité de Maastricht.

Tableau 6: Secteurs public et privé (*Unités*, différences par rapport à la référence)

<i>Unités</i>	Recettes publiques	Dépenses publiques	Part de revenu du capital	Investissements privés	Revenu annuel moyen	Épargne privée
	% du PIB	% du PIB	% du PIB	% du PIB	€/empl	% du PIB
Canada	-0,12	-0,20	1,74	0,02	-1 788	0,14
Total UE	-0,16	-0,08	0,66	-0,01	-651	0,11
Allemagne	-0,10	-0,03	0,76	0,00	-793	0,12
France	-0,26	-0,20	1,34	0,03	-1 331	0,30
Italie	-0,25	-0,20	1,00	-0,02	-1 037	0,13
Royaume-Uni	-0,06	-0,02	0,29	-0,01	-316	0,02
Autres pays de l'UE	-0,17	-0,05	0,42	-0,01	-407	0,08
Total AECG	-0,16	-0,09	0,76	0,00	-742	0,11
Reste du monde	0,00	0,00	0,00	-0,01	-4	-0,02

Source: Simulation du modèle GPM. Remarque: Les effets sont mesurés par comparaison des résultats du scénario de l'AECG avec ceux du scénario de référence à la fin de la période de projection de sept ans, c'est-à-dire en 2023.

Parallèlement aux politiques d'austérité causées par l'AECG, les pressions en faveur de la compétitivité également engendrées par l'accord déclencheront des effets distributifs considérables avec des conséquences sur toute l'économie. Une part croissante du revenu national devrait revenir au capital, ce qui reflète le déclin à long terme des parts du revenu du travail dans les pays de l'AECG (figure 4). Au Canada, l'AECG provoquera le transfert de 1,74 % du revenu national des travailleurs vers les détenteurs de capitaux. Dans l'Union, les détenteurs de capitaux empocheront une part supplémentaire de 0,66 %

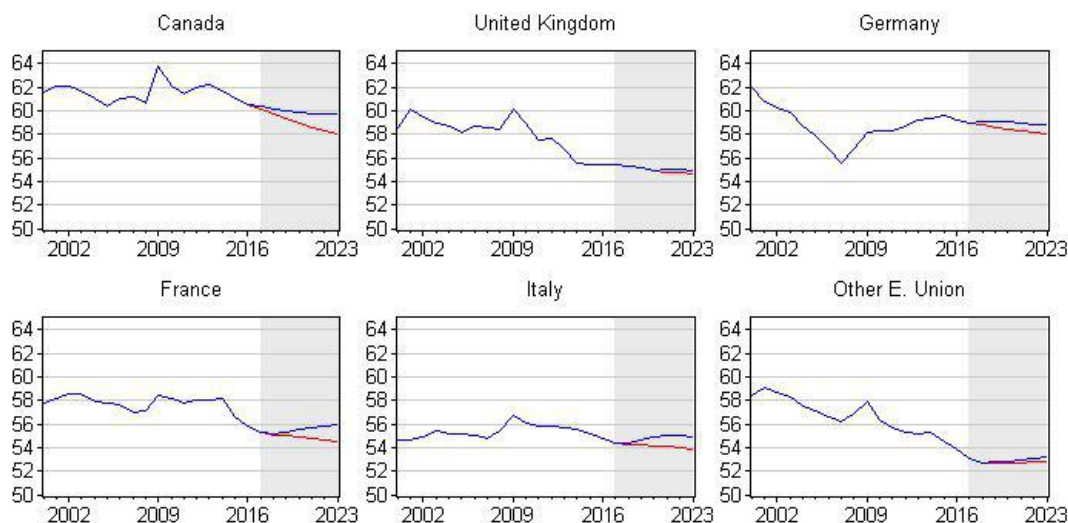
du PIB, ce qui creusera les inégalités et attisera les tensions sociales. Ce sont les pays les plus vulnérables à la concurrence internationale qui connaîtront les changements les plus marqués en matière de distribution fonctionnelle du revenu car ils seront poussés à appliquer les mesures de réduction des coûts et d'austérité les plus sévères. En France et en Italie, par exemple, la part du travail dans le revenu national diminuera de respectivement 1,34 % et 1 % du PIB.

Pourtant, contrairement aux prédictions des modèles EGC qui considèrent que les phénomènes monétaires et financiers ne sont pas pertinents pour le développement économique sur le long terme car toute l'épargne est supposément réinvestie de façon productive, l'augmentation du revenu du capital ne se concrétisera toujours pas en investissements privés stables. Les perspectives des ventes futures demeurant incertaines dans un contexte de faible demande extérieure, de baisse des dépenses publiques et de stagnation du pouvoir d'achat des consommateurs, les investissements privés ne pourront pas suivre l'expansion des bénéficiaires: ils augmenteront au ralenti au Canada (0,02 %) et diminueront légèrement dans l'Union (-0,01 %). Sur le long terme, les effets de rétroaction issus de la baisse de la demande canadienne et européenne pour les marchandises nationales et étrangères ralentiront encore davantage les investissements productifs dans le reste du monde (-0,01 %). Ces chiffres faibles sont bien différents des simulations EGC qui, elles, prévoient une explosion de l'investissement privé grâce à l'AECC qui générerait des gains «dynamiques» de PIB sans précédents.

Les gains de productivité se convertiront progressivement en profits plus importants et en capital oisif, ce qui entraînera la stagnation de la création d'emploi et des revenus des travailleurs. Au Canada, environ un euro sur deux qui auraient été attribués aux travailleurs dans une distribution fonctionnelle constante du revenu sera, en raison de l'AECC, empoché par les détenteurs de capitaux, ce qui provoquera une perte annuelle moyenne de revenus estimée à 1 788 euros par travailleur canadien en 2023. Cette projection contredit par conséquent l'affirmation du gouvernement canadien selon laquelle la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires entre le Canada et l'Union représenterait un gain annuel de 1 000 dollars pour chaque famille canadienne. Dans l'Union, la perte annuelle moyenne de revenus atteindra 651 euros par travailleur en 2023, allant de 316 euros au Royaume-Uni jusqu'à 1 331 euros en France.

Tout comme les détenteurs de capitaux sont réticents à l'idée d'investir dans un contexte incertain de ventes futures, les travailleurs soumis à une incertitude croissante vis-à-vis de leur propre emploi et de leurs perspectives de développement professionnel dans un contexte de marchés du travail plus flexibles et d'un bien-être public qui périclité auront tendance à consommer moins et à épargner une part de plus en plus importante de leur revenu pour se mettre à l'abri. C'est là qu'entre en jeu le «paradoxe de l'épargne» de Keynes: étant donné que l'épargne privée augmentera au Canada (0,11 %) et dans l'Union (0,14 %), les ménages contribueront au cercle vicieux autodestructeur amorcé par les dirigeants d'entreprise et les détenteurs de capitaux qui cherchent à accroître leurs rendements financiers et aggravé par la conviction erronée des décideurs politiques qu'une diminution des «coûts commerciaux et autres» génère des gains de bien-être monétaire dans une économie gérée par une politique de relance par le haut.

Figure 4: Part du revenu du travail (% du PIB) - référence (bleu), scénario de l'AECG (rouge)



Source: Données historiques et simulations du modèle GPM.

iii. Pertes d'emploi, de croissance du PIB et de bien-être monétaire cumulé

Sur la base des hypothèses du modèle GPM, les dispositions de l'AECG visant à réduire les coûts commerciaux (les obstacles tarifaires et non tarifaires) et autres (accroissement des salaires, impôts sur les sociétés, dépenses publiques) doivent mener à une chute de la demande globale et de l'emploi, avec des effets de rétroaction négatifs sur les revenus et les dépenses publics et privés qui finiront par entraver la croissance du PIB.

Dans l'ensemble, les doses supplémentaires de concurrence et de restrictions de l'espace politique injectées par l'AECG dans un contexte de reprise timide et d'une mondialisation continue organisée selon une logique financière détruiront plus d'emplois qu'elles ne pourront en créer dans un avenir prévisible. Dans le sillage de l'AECG, l'on prévoit que les déficits permanents de la demande provoqués par des stratégies et des politiques commerciales dont le but est de réduire les «coûts commerciaux et autres» supprimeront 227 000 emplois dans les pays de l'AECG, dont 204 000 dans l'Union. L'AECG entraînera la perte d'environ 20 000 emplois en Allemagne, de plus de 40 000 emplois en France et en Italie, d'environ 10 000 emplois au Royaume-Uni et de 90 000 emplois dans d'autres pays de l'Union. Il provoquera en outre la suppression de 80 000 autres emplois dans le reste du monde en raison de la baisse de la demande publique et privée dans les pays de l'AECG qui réduira la demande pour les biens étrangers.

Sur le long terme, l'AECG augmentera les rapports de dépendance économique de 0,21 % pour le Canada et de 0,20 % pour l'Union, ce qui ajoutera une pression sociale supplémentaire sur les systèmes de sécurité sociale déjà mis à mal dans tous les pays parties à l'accord.

Tableau 7: Emploi (*Unités*, différences par rapport à la référence)

	Emploi		Rapport de dépendance économique
	<i>Unités</i>	<i>Emplois</i>	%
Canada	-23 000		0,21
Total UE	-204 000		0,20
Allemagne	-19 000		0,08
France	-45 000		0,39
Italie	-42 000		0,46
Royaume-Uni	-9 000		0,06
Autres pays de l'UE	-89 000		0,21
Total AECG	-227 000		0,20
Reste du monde	-80 000		0,01

Source: Simulation du modèle GPM. Remarque: Les effets sont mesurés par comparaison des résultats du scénario de l'AECG avec ceux du scénario de référence à la fin de la période de projection de sept ans, c'est-à-dire en 2023.

Comme le montrent les augmentations durables du chômage qui ont eu lieu après la crise financière dans les pays développés, les emplois détruits par les déficits de demande globale renforcent le comportement hystérétique de l'économie. Comme les mécanismes d'ajustements censés fonctionner dans les modèles néoclassiques s'avèrent inadaptés dans le monde réel, les économies ne récupèrent pas automatiquement leur taux de croissance et leur trajectoire de développement «naturels». Le chômage temporaire se transforme alors progressivement en un problème économique et social à long terme et toute perte d'emploi, même graduelle et liée à la perte du revenu du travail, doit être évitée.

Les augmentations du chômage projetées par le modèle GPM tranchent radicalement avec les prévisions EGC qui ne prennent pas en compte ce genre de changements. Ces pertes d'emploi prévues peuvent sembler minimales au premier abord, mais leur persistance et leurs conséquences macroéconomiques et sociales devraient constituer un signal d'alarme pour les conseillers en matière de politique économique et les décideurs politiques. Traverser des pics de chômage représente un défi économique et social complexe et particulièrement important pour la politique, notamment à cause de leurs effets négatifs sur la croissance du PIB.

Le cercle vicieux autodestructeur amorcé par la réduction des «coûts commerciaux et autres» finira par avoir une incidence néfaste sur la croissance du PIB en perpétuant le chômage, qui entraînera à son tour des déficits de la demande et de la productivité. Entre 2017 et 2023, les taux de croissances annuels moyens baisseront de 0,12 % pour le Canada et de 0,06 % pour l'Union. Au terme de cette période, les pertes cumulées de bien-être monétaire atteindront 0,96 % au Canada et 0,49 % dans l'Union, avec des pertes allant de 0,23 % au Royaume-Uni à 0,78 % en Italie. Le reste du monde connaîtra un déclin plus faible mais néanmoins visible du bien-être monétaire de 0,06 %.

Tableau 8: Croissance du PIB (en points de pourcentage, différences par rapport à la référence)

<i>Unités</i>	Taux de croissance moyen %	Perte cumulée de bien-être % du PIB
Canada	-0,12	-0,96
Total UE	-0,06	-0,49
Allemagne	-0,05	-0,37
France	-0,09	-0,65
Italie	-0,11	-0,78
Royaume-Uni	-0,03	-0,23
Autres pays de l'UE	-0,07	-0,53
Total AECG	-0,07	-0,53
Reste du monde	-0,01	-0,06

Source: Simulation du modèle GPM. Remarque: La réduction moyenne du taux de croissance du PIB est calculée sur la période 2017-2023. Les pertes cumulées de bien-être sont mesurées en comparant les résultats du scénario de l'AECG à ceux du scénario de référence à la fin de la période de projection de sept ans, en 2023.

Le PIB n'est certes qu'un indicateur de bien-être monétaire imparfait, mais il reste malgré tout le point de repère principal des décideurs politiques. C'est pourquoi les projections alternatives du modèle GPM prévoyant que l'AECG représentera une entrave à la croissance du PIB doivent être prises au sérieux, en particulier si l'on considère le réalisme des hypothèses utilisées dans ce modèle et dans le scénario politique de l'AECG.

5. Conclusion

Les analyses EGC néoclassiques existantes au sujet de l'AECG prévoient des gains de PIB modestes mais non négligeables pour tous les pays impliqués. Ces résultats ne peuvent néanmoins être pris pour argent comptant et doivent être sérieusement remis en question car ils découlent de certaines hypothèses de modélisation fondamentales, mais irréalistes. Ces modèles EGC fondent leurs projections des incidences de l'AECG sur les hypothèses du plein emploi, d'une distribution des revenus neutre (sinon invariable) et d'une transformation automatique de toute l'épargne en investissement. Ils rejettent également, d'emblée et sans justification, tout coût macroéconomique potentiel ainsi que les risques avérés associés à une libéralisation plus poussée.

La présente étude pallie ces défauts au moyen du «United Nations Global Policy Model» (le modèle GPM), qui fonctionne sur la base d'une description stock-flux cohérente de la macroéconomie et sur des hypothèses plus plausibles pour ce qui est des ajustements économiques qu'entraînera probablement l'AECG. Cette analyse des effets produits par l'AECG sur toute l'économie est plus exhaustive et empirique et aboutit à des résultats radicalement différents.

En simulant un scénario de libéralisation plus réaliste, qui reflète les effets d'un accord commercial «nouvelle génération» conçu dans le but de réduire les «coûts commerciaux et autres», nous avons obtenu des résultats qui montrent que les mesures de réduction des

coûts et d'augmentation de la compétitivité induites par l'AECG auront des effets négatifs à long terme. Malgré l'amélioration des soldes extérieurs du Canada et de certains autres pays de l'Union, les déficits de la demande provenant d'une réorientation des échanges intraeuropéenne ainsi que les réductions du coût (et du revenu) du travail, des recettes fiscales et des dépenses publiques créeront un climat d'incertitude et inciteront les ménages à engranger davantage d'épargne de précaution et les entreprises à reporter leurs investissements face à des perspectives de ventes futures qui se dégradent.

En 2023, 227 000 emplois auront été supprimés dans les pays parties à l'accord, dont 204 000 dans l'Union, et 80 000 dans le reste du monde, ce qui renforcera le déclin de la part du travail dans les revenus. Sur le long terme, des augmentations de salaire plus lentes transféreront une part supplémentaire du revenu national du travail vers les détenteurs de capitaux. En 2023, la part du revenu national attribué au capital aura augmenté de 1,76 % au Canada et de 0,66 % dans l'Union. Par conséquent, les travailleurs auront perdu en moyenne 1 776 euros de revenus annuels au Canada et entre 316 et 1 331 euros dans l'Union, en fonction du pays. Le déficit de la demande globale, aggravé par un chômage à la hausse, mettra également un frein à la productivité et provoquera des pertes cumulées de bien-être pour un total de 0,96 % du revenu national du Canada et de 0,49 % de celui de l'Union. Outre leurs dégâts sur le PIB, les effets déclenchés par l'AECG contribueront à renforcer les inégalités et les tensions sociales dans un contexte politique déjà complexe et explosif.

Ces résultats nous permettent de tirer plusieurs conclusions. Premièrement, les études quantitatives dont la conception ne tient pas compte des risques avérés liés à la libéralisation complète ne représentent pas une base probante pour informer les décideurs politiques des implications économiques de l'AECG. D'autres approches de modélisation, qui reconnaissent les risques de la libéralisation des échanges et sont en mesure d'en quantifier l'incidence, sont nécessaires pour en savoir plus sur les conséquences probables de l'accord.

Deuxièmement, remplacer la demande intérieure par des exportations accrues ne permettra ni au Canada, ni à l'Union d'assurer une croissance durable. Dans les conditions actuelles d'austérité, de fort taux de chômage et de croissance faible, chercher à améliorer la compétitivité en réduisant le coût du travail ne peut que nuire à l'économie. Si les décideurs politiques devaient choisir d'adopter l'AECG et de s'engager dans cette voie, ils n'auraient bientôt plus qu'une option pour relancer la demande dans un climat de tensions sociales grandissantes: augmenter les crédits privés, éventuellement au moyen d'une nouvelle dérégulation financière, et s'exposer ainsi à une dette non viable et à l'instabilité financière. Au lieu de répéter les erreurs du passé, les décideurs politiques devraient plutôt stimuler l'activité économique grâce à des efforts coordonnés et durables soutenant le revenu du travail et trouver le moyen d'entamer une transition socio-écologique plus que nécessaire.

6. Bibliographie

- Ackerman, Frank, and Kevin P. Gallagher (2008) “The Shrinking Gains from Global Trade Liberalization in Computable General Equilibrium Models.” *International Journal of Political Economy*, 37 (1): 50–77.
- Anderson, James E, and Eric van Wincoop (2004) “Trade Costs.” *Journal of Economic Literature* 42 (3): 691–751.
- Ball, Laurence (2014), “Long-term damage from the Great Recession in OECD countries”, NBER Working Paper, No 20185. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Barlow, Maude (2015) “Fighting TTIP, CETA and ISDS: Lessons from Canada.” The Council of Canadians. Available from: <http://canadians.org/transatlantic-trade-deals>.
- Berg, Andrew, Jonathan D. Ostry, and Jeromin Zettelmeyer (2012) “What Makes Growth Sustained?” *Journal of Development Economics* 98 (2): 149–66.
- Bhagwati, Jagdish (2008) *Termites in the Trading System*. New York: Oxford University Press.
- Blanchard, Olivier, Eugenio Cerutti and Lawrence Summers (2015) “Inflation and activity – Two explorations and their monetary policy implications.” NBER Working Paper No. 21726. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Cameron, Richard A., and Constantin Loukine (2001) “Canada - European Union Trade and Investment Relations: The Impact of Tariff Elimination.” Canadian Department of Foreign Affairs and International Trade. Available from: http://ctrc.sice.oas.org/geograph/Impact_studies/Bilateral/Canada-EU.pdf.
- Capaldo, Jeronim (2014) “The Trans-Atlantic Trade and Investment Partnership: European Disintegration, Unemployment and Instability.” GDAE Working Paper 14-03. GDAE, Tufts University. Available from: <https://ideas.repec.org/p/dae/daepap/14-03.html>.
- Capaldo, Jeronim, Alex Izurieta, and Jomo Kwame Sundaram (2016) “Trading Down: Unemployment, Inequality and Other Risks of the Trans-Pacific Partnership Agreement.” GDAE Working Paper 16-01. GDAE, Tufts University. Available from: <https://ideas.repec.org/p/dae/daepap/16-01.html>.
- Cordonnier, Laurent, Thomas Dallery, Vincent Duwicquet, Jordan Melmiès, Frank Vandeveld (2013) “Le coût du capital et son surcoût: sens de la notion, mesure et evolution, conséquences économiques.” Université de Lille 1. Available from: <http://www.ires-fr.org/images/files/EtudesAO/RapportCgtCoutCapitalK.pdf>
- Cripps, F. and A. Izurieta (2014) “The UN Global Policy Model: Technical Description.” United Nations Conference on Trade and Development, Geneva. Available from: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tdr2014_bp_GPM_en.pdf
- Deutscher Kulturrat (2016) “CETA-Gutachten: Der Kultur wurde kein eigenständiger und angemessener Raum verschafft.” Available from: <https://www.kulturrat.de/pressemitteilung/ceta-gutachten-der-kultur-wurde-kein-eigenstaendiger-und-angemessener-raum-verschafft/>
- Chapelle, Sophie (2014) “CETA : L'accord commercial qui menace les filières locales.” *Basta !* Available from: <http://www.bastamag.net/CETA-l-accord-commercial-qui>.
- Cingano, Federico (2014) “Trends in Income Inequality and Its Impact on Economic Growth.” OECD Social, Employment and Migration Working Papers 163. Available from: http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/trends-in-income-inequality-and-its-impact-on-economic-growth_5jxrjncwvxv6j-en.
- Daly, Herman E. (2008) *Ecological Economics and Sustainable Development, Selected Essays of Herman Daly*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing Ltd. Available from: [Ecological_Economics_and_Sustainable_Development-Selected_Essays_of_Herman_Daly.pdf](http://www.edwardelgar.com/Books/9781851969824/Selected_Essays_of_Herman_Daly.pdf).
- De Ville, Ferdi and Gabriel Siles-Brügge (2015) “The Transatlantic Trade and Investment

- Partnership and the Role of Computable General Equilibrium Modelling: An Exercise in ‘Managing Fictional Expectations’”, *New Political Economy* 20 (5): 653-678.
- Dimitrova, Anna, Katarina Hollan, Daphne Laster, Andreas Reinstaller, Margit Schratzenstaller, Ewald Walterskirchen, and Teresa Weiss (2013) “Literature Review on Fundamental Concepts and Definitions, Objectives and Policy Goals as Well as Instruments Relevant for Socio-Ecological Transition.” WWWforEurope Working Papers series 40. Available from: <https://ideas.repec.org/p/feu/wfewop/y2013m9d0i40.html>.
- Drache, Daniel and Trew, Stuart (2010) “The Pitfalls and Promises of the Canada-European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement.” The Council of Canadians. Available from: <http://ssrn.com/abstract=1645429>
- Eberhardt, Pia, Blair Redlin, and Cecile Toubeau (2014) “CETA: Trading Away Democracy - How CETA’s Investor Protection Rules Threaten the Public Good in Canada and the EU.” Public Services International. Available from: <http://www.world-psi.org/en/ceta-trading-away-democracy>.
- EPSU, CUPE, NUPGE and PSAC (2016) “Critical Assessment of the Proposed Comprehensive Economic and Trade Agreement between EU & Canada. A Joint Position of the European Federation of Public Service Unions and the Canadian Union of Public Employees, the National Union of Public and General Employees and the Public Service Alliance of Canada.” Available from: <http://www.epsu.org/article/critical-assessment-proposed-comprehensive-economic-and-trade-agreement-between-eu-canada>.
- Esquivel, Gerardo, and Jose Antonio Rodriguez-Lopez (2003) “Technology, Trade, and Wage Inequality in Mexico before and after NAFTA.” *Journal of Development Economics* 72 (2): 543–65.
- European Commission and Government of Canada (2014) *EU-Canada Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)*. Available from: http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ceta/index_en.htm.
- European Commission (2006) “Global Europe: Competing in the World.” Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, Available from: http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/october/tradoc_130376.pdf.
- European United Left/Nordic Green Left European Parliamentary Group (2016) “Costly Deal: CETA to Rip 311 Million Euro Hole in the EU Budget.” Available from: <http://www.guengl.eu/news/article/costly-deal-ceta-to-rip-311-million-euro-hole-in-the-eu-budget>.
- European Water Movement (2015) “Le traité de libre échange entre l’Union Européenne et le Canada menace la gestion de l’eau.” Available from: <http://europeanwater.org/fr/actualites/communiqués-de-presse/597-le-traite-de-libre-echange-entre-l-union-europeenne-et-le-canada-menace-la-gestion-de-l-eau>.
- Francois, Joseph, Hanna Norberg, and Martin Thelle (2007). “Economic Impact of a Potential Free Trade Agreement (FTA) Between the European Union and South Korea.” IIDE Discussion Paper 20070301. Institut for International and Development Economics. Available from: <https://ideas.repec.org/p/lnz/wpaper/20070301.html>.
- Francois, J., H. Van Meijl, and F. Van Tongeren (2005) “Trade Liberalization in the Doha Development Round.” *Economic Policy* 20 (42): 350–91.
- Freund, Caroline, and Emanuel Ornelas (2010) “Regional Trade Agreements: Blessing or Burden?” *VoxEU.org*. June 2. Available from: <http://voxeu.org/article/regional-trade-agreements-blessing-or-burden>.
- Fritz, Thomas (2016) “La Grande Offensive Sur Les Services Publics : TAFTA, CETA et La Collusion Secrète Entre Lobbies Industriels et Négociateurs.” Available from: <http://solidaires.org/La-grande-offensive-sur-les-services-publics-TAFTA-CETA-et-la-collusion-secrete>.
- Fritz, Thomas (2015) “La grande offensive sur les services publics. TAFTA, CETA et la collusion secrète entre lobbies industriels et négociateurs.” Rapport, CEO, Bruxelles. Available from: <http://solidaires.org/La-grande-offensive-sur-les-services-publics->

- [TAFTA-CETA-et-la-collusion-secrete.](#)
- Global Justice Now (2015) “Five Reasons TTIP and CETA Are Terrible for the Climate.” Available from: <http://www.globaljustice.org.uk/resources/five-reasons-ttip-and-ceta-are-terrible-climate>.
- Gomory, Ralph E. and William J. Baumol (2000) *Global Trade and Conflicting National Interests*. Cambridge, Mass.: The MIT Press.
- Government of Canada (2009) “Seizing Global Advantage: A Global Commerce Strategy for Securing Canada’s Growth and Prosperity.” Available from: <http://www.international.gc.ca/commerce/assets/pdfs/gcs-en.pdf>.
- Hallward-Driemeier, Mary (2003) *Do Bilateral Investment Treaties Attract Foreign Direct Investment? Only a Bit ... and They Could Bite*. Policy Research Working Papers. The World Bank. Available from: <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/1813-9450-3121>.
- Hejazi, Walid (2007) “Offshore Financial Centers and the Canadian Economy.” Available from: <https://www-2.rotman.utoronto.ca/facbios/file/Hejazi%20Barbados%20Study%20Rotman%20Website.pdf>
- Hejazi, Walid and Joseph Francois (2008) “Assessing the Costs and Benefits of a Closer EU-Canada Economic Partnership.” A Joint Study by the European Commission and the Government of Canada. Available from: http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2008/october/tradoc_141032.pdf
- Holt, Richard, Steven Pressman, and Clive Spash (2009) *Post Keynesian and Ecological Economics*. Edward Elgar Publishing.
- Joumard, Robert (2015) “Traités de libre-échange : citoyens bafoués, multinationales souveraines”. Attac Rhône. Available from: <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01250477/document>.
- Kirkpatrick, Colin, Selim Raihan, Adam Bleser, Dan Prud’homme, Karel Mayrand, Jean Frederic Morin, Hector Pollitt, Leonith Hinojosa, and Michael Williams (2011) “Trade Sustainability Impact Assessment (SIA) on the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) between the EU and Canada: Final Report.” Available from: http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2011/september/tradoc_148201.pdf.
- Kitou, Elisavet, and George Philippidis (2010) “A Quantitative Economic Assessment of a Canada-EU Comprehensive Economic Trade Agreement.” Presented at the 13th Annual Conference on Global Economic Analysis, Penang, Malaysia. Available from: http://www.gtap.agecon.purdue.edu/resources/res_display.asp?RecordID=3252.
- Kohler, Pierre (2015) “Redistributive Policies for Sustainable Development: Looking at the Role of Assets and Equity.” Working Paper 139. United Nations, Department of Economics and Social Affairs. Available from: http://www.un.org/esa/desa/papers/2015/wp139_2015.pdf
- Kohler, Pierre (2016) “Overcoming the EU Sustainability Crisis: Tax Options for Sustainable Development in a Stronger Union”, FairTax Conference paper, 19 September 2016, Vienna.
- Krugman. Paul (1995) “Dutch Tulips and Emerging Markets.” *Foreign Affairs*, July/August).
- Kumhof, Michael, and Zoltán Jakab (2016) “The Truth about Banks.” Available from: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/03/kumhof.htm>.
- Landesmann, Michael A. (2016) “On the GPM Model.” United Nations Conference on Trade and Development, Geneva.
- Lavoie, Marc (2016) “A Macro-Financial Assessment Of The UN Global Policy Model.” United Nations Conference on Trade and Development, Geneva.
- Lavoie, Marc, Gabriel Rodriguez, and Mario Seccareccia (2004) “Similitudes and Discrepancies in Post-Keynesian and Marxist Theories of Investment: A Theoretical and Empirical Investigation.” *International Review of Applied Economics* 18 (2): 127–49.
- McCulloch, Rachel (1999) “Dynamics of Trade Policy Reform”, in Mordechai E. Kreinin, Michael G. Plummer, and Shigeyuki Abe (eds.), *Asia-Pacific Economic Linkages*,

- Oxford: Pergamon Press: 129-147.
- Melitz, Marc J. and Daniel Treffler (2012) “Gains from trade when firms matter”. *Journal of Economic Perspectives* 26 (2): 91–118.
- Meunier, Sophie, and Nikolaidis Kalypso (2005) “The European Union as a Trade Power.” Available from: <http://aei.pitt.edu/3307/>.
- Mitchell, Jo (2016) “Evaluating the UN Global Policy Model.” United Nations Conference on Trade and Development, Geneva.
- Myant, Martin and Ronan O’Brien (2015) “The TTIP’s Impact: Bringing in the Missing Issue.” Working Paper No. 2015-1. European Trade Union Institute, Brussels.
- Ocampo, Jose Antonio, and Lance Taylor (1998) “Trade Liberalisation in Developing Economies: Modest Benefits but Problems with Productivity Growth, Macro Prices, and Income Distribution.” *The Economic Journal*, vol 108 (450): 1523–46.
- Office of Management and Budget - Office of Information and Regulatory Affairs (2014) “Report to Congress on the Benefits and Costs of Federal Regulations and Unfunded Mandates on State, Local, and Tribal Entities.” Available from: https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/omb/inforeg/2014_cb/2014-cost-benefit-report.pdf.
- Ostry, Jonathan David, Andrew Berg, and Charalambos G. Tsangarides (2014) “Redistribution, Inequality, and Growth.” IMF SDN/14/02. Available from: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>.
- Raza, Werner, Jan Grumiller, Lance Taylor, Bernhard Tröster, and Rudi von Arnim (2014) “ASSESS_TTIP: Assessing the Claimed Benefits of the Transatlantic Trade and Investment Partnership.” Policy Notes 10/2014. Austrian Foundation for Development Research. Available from: <https://ideas.repec.org/p/zbw/oefsep/102014.html>.
- Raza, Werner, Bernhard Tröster and Rudi von Arnim (2016) “ASSESS_CETA: Assessing the claimed benefits of the EU-Canada Trade Agreement (CETA)”. Austrian Foundation for Development Research. Available from: https://media.arbeiterkammer.at/wien/PDF/studien/ASSESS_CETA_Final_Report_EU_03082016_web_8_16.pdf
- Rodrik, Dani (2015) “TTIP and the war of trade models.” *Social Europe* May 6. Available at: <https://www.socialeurope.eu/2015/05/ttip-and-the-war-of-trade-models/>
- Samuelson, Paul A. (2004) “Where Ricardo and Mill rebut and confirm arguments of mainstream economists supporting globalization.” *Journal of Economic Perspectives* 18 (3): 135–146.
- Stanford, Jim. (2010) “Out of Equilibrium. The Impact of EU-Canada Free Trade on the Real Economy.” Canadian Centre for Policy Alternatives. Available from: <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/out-equilibrium>
- (2014) “Canada’s Experience Warns of Dangers of Investor-State Dispute Settlement Systems.” *Real-World Economics Review Blog*. Available from: <https://rwer.wordpress.com/2014/07/30/canadas-experience-warns-of-dangers-of-investor-state-dispute-settlement-systems/>.
- (2016) “Economic Models and Economic Reality : North American Free Trade and the Predictions of Economists.” *International Journal of Political Economy*, 333 (3): 28-49. <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/08911916.2003.11042907>.
- Storm, Servaas (2016) “Global Policy Coordination for Development: The UN Global Policy Model.” United Nations Conference on Trade and Development, Geneva.
- Storm, Servaas, and C. W. M. Naastepad (2012) *Macroeconomics Beyond the NAIRU*. Boston: Harvard University Press.
- Summers, Lawrence H. (2015) “Demand-side secular stagnation.” *American Economic Review* 105 (5): 60-65.
- Taylor, Lance (2016) “CGE Applications in Development Economics.” *Journal of Policy Modeling* 38 (3): 495–514.
- Taylor, Lance, and Rudiger von Amin (2006) “Modelling the Impact of Trade Liberalisation: A Critique of Computable General Equilibrium Models.” *Policy & Practice*. Available

- from: <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/modelling-the-impact-of-trade-liberalisation-a-critique-of-computable-general-e-112547>.
- The Council of Canadians (2015) “CETA Would Hinder Policies to Address Climate Change.” Available from: <http://canadians.org/blog/ceta-would-hinder-policies-address-climate-change>.
- (2016) “Food Safety, Agriculture and Regulatory Cooperation in the Canada-EU Comprehensive Economic and Trade Agreement.” Available from: <https://www.tni.org/files/publication-downloads/report-ceta-food-safety-english.pdf>
- Thibeault, Daniel (2014) “Le libre-échange pourrait faire grimper le prix des médicaments.” Available from: <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/economie/2014/09/28/001-accord-libre-echange-canada-union-europeenne-prix-medicaments.shtml>.
- Trade Justice Network (2016) “CETA and Food Sovereignty – Trade Justice Network.” Available from: <http://tradejustice.ca/ceta/ceta-and-food-sovereignty/>.
- Vaudano, Maxime (2016a) “L’accord CETA (Europe-Canada) sera-t-il appliqué avant même le feu vert des parlements ?” *La bataille transatlantique*. Available from: <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2016/02/19/laccord-ceta-europe-canada-sera-t-il-applique-avant-meme-le-feu-vert-des-parlements/>.
- (2016b) “L’Europe et le Canada modifient leur accord CETA pour faire taire les critiques.” *La bataille transatlantique*. Available from: <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2016/03/02/leurope-et-le-canada-modifient-leur-accord-ceta-pour-faire-taire-les-critiques/>.
- Vlassis, Antonios (2013) “Accord Canada-UE : l’exemption culturelle spécifique et ses implications.” *Culture, commerce et numérique* vol 8 (9): 2-4. Available from: <https://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/186568/1/oif-volume8-numero9-novembre-2013ceim.pdf>.
- Wallach, Lori (2012) “‘Fair and Equitable Treatment’ and Investors’ Reasonable Expectations: Rulings in U.S. FTAs & BITs Demonstrate FET Definition Must Be Narrowed.” Public Citizens, Washington D.C. Available from: <https://www.citizen.org/documents/MST-Memo.pdf>.

7. Notes

ⁱ Selon les traités européens, le commerce et l’investissement international sont les compétences exclusives de l’Union. Pourtant, parce que l’AECG couvre plus que ces domaines et empiète sur des domaines relevant de la compétence des Etats membres, la Commission a décidé le 5 juillet 2016 de soumettre l’AECG comme accord mixte au Conseil européen. En conséquence, les parlements nationaux de tous les pays membres de l’Union vont devoir ratifier l’accord avant qu’il puisse entrer en vigueur de manière définitive. Cependant, avec le soutien du Parlement européen, la Commission peut ordonner l’entrée en vigueur provisoire de l’AECG en attendant que les parlements nationaux se prononcent (Vaudano 2016a).

ⁱⁱ Voir site web du CERT: <http://canada-europe.org/en/AboutUs/index.htm>

ⁱⁱⁱ Les préoccupations de la société civile ne se limitent pas aux implications macro-économiques de l’AECG, qui sont l’objet de cet article, et concernent des domaines plus vastes ayant trait aux questions environnementales, sociales et politiques. D’une manière générale, les organisations de la société civiles convergent sur le fait que le récit positif sur l’AECG qui est promu par les grands acteurs économiques à travers les études sponsorisées par la les sponsors de l’accord est biaisé, parce qu’il se focalise uniquement sur les perspectives de profit. De plus, un nombre d’organisations voient l’AECG comme faisant partie d’un assaut des « forces néolibérales » sur la démocratie, bientôt suivi par le TAFTA et l’ACS. Selon elles, l’AECG aurait des effets néfastes sur l’économie, la société et l’environnement. Pour résumer une synthèse existante rédigée par Joumard (2016), l’AECG minerait la démocratie de trois manière (i) en mettant en péril la provision de biens et services publics et (ii) en corrompant les processus de formation des normes et (iii) de la justice. Tout d’abord, des preuves abondantes montrent que la libéralisation détériore la provision de biens et services devant être alloués selon un critère

différent que le pouvoir d'achat (EPSU, CUPE, NUPGE and PSAC 2010). Hormis le fait que l'AECG créerait un manque à gagner de €311 million dans le budget de l'UE en raison des revenus tarifaires perdus (GUE/NGL 2016), qui par ailleurs représentent la seule source véritablement autonome dont dispose l'Union, l'AECG menace directement de libéraliser une série de services publics (Fritz 2015) et de détériorer la qualité tout en augmentant le prix de biens fondamentaux, tels que l'accès à l'eau (European Water Movement 2015), la santé (Thibeault 2014), l'éducation (Fritz 2015) ou la stabilité climatique (Global Justice Now 2015, The Council of Canadians 2015). L'AECG représenterait également un obstacle à la promotion de réseaux de production et de consommation locaux (Chapelle 2014) et les productions culturelles locales (Vlassis 2013, Deutscher Kulturrat 2016) en rendrait plus difficile la défense du principe de précaution qui protège les Européens d'importations de cultures génétiquement modifiées ou de bœuf aux hormones (The Council of Canadians 2016). Un problème général avec l'AECG est qu'il *inverse la logique* qui prévalait jusque-là dans les négociations commerciales multilatérales en exigeant des parties qu'elles fassent une liste des secteurs qu'elles ne souhaitent *pas* soumettre à la compétition internationale. Cette nouvelle approche signifie que toute nouvelle activité ou secteur émergent sera de facto soumis à la discipline du marché. Deuxièmement, l'AECG va établir deux nouvelles institutions accordant des droits particuliers aux multinationales et investisseurs étrangers en matière réglementaire et judiciaire. En effet, l'accord prévoit de créer un Forum de coopération réglementaires, supervisé par deux fonctionnaires du Canada et de l'Union. Ceux-ci seraient chargé d'inviter les parties intéressées à une discussion régulière et privée leur donnant l'opportunité de proposer ou de saboter des projets de réglementation avant que ces projets n'aient été soumis à quelque élu démocratique que ce soit. Etant donné les coûts de participation à ce genre de processus, et en l'absence d'une quelconque exigence de représentativité ou d'impartialité, ce forum est condamné à rapidement se transformer en un canal supplémentaire à disposition des multinationales pour peser sur les processus réglementaires afin de maximiser leurs profits privés et non l'intérêt général, ne laissant aux citoyens d'autre possibilité que celle d'intervenir tardivement pour s'opposer à des projets déjà bien avancés (Joumard 2016). Finalement, et pour éviter toute interférence avec la justice privatisés, l'AECG prévoit de créer un mécanisme spécial et unilatéral à disposition des multinationales et investisseurs étrangers pour attaquer les Etats au cas où ceux-ci devaient prendre des décisions pouvant affecter leurs profits escomptés, *même si aucun investissement n'a encore été fait* (Eberhardt et al. 2014, Barlow 2015, Wallach 2012). Le projet d'un système de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), souvent désigné par son acronyme anglais ISDS (Investor to State Dispute Settlement), était présent dans le texte approuvé en 2014 par Harper et Barroso, et a depuis été modifié. La nouvelle formule baptisée système juridictionnel des investissements (SJI) et souvent désignée sous l'acronyme anglais ICS (Investor Court System) maintient une voie de justice parallèle spéciale et unilatérale pour les investisseurs étrangers sans justification véritablement convaincante (Vaudano 2016b). Il est à noter qu'en parallèle à ce débat animé par la société civile, des économistes se fâchent sur la questions de savoir si les accords de libre-échange bilatéraux et régionaux promeuvent ou non le commerce multilatéral et la croissance mondiale (par exemple, Bhagwati 2008, Freund et Ornelas 2010).

^{iv} Comme souligné par Taylor (2016), les modèles EGC ne sont pas fatalement néoclassiques. En réalité, les modèles EGC ont été conçus par des promoteurs du développement planifié, tel Leif Johansen et Hollis Chenery, et les premières simulations étaient réalisées dans un cadre théorique keynésien. La structure sous-jacente de toutes les variétés de modèles EGC est le système de comptabilité nationale qui postule que les dépenses sont égales aux revenus et à la production. Les différences centrales, qui placent un modèle EGC dans l'une ou l'autre catégorie ont trait aux *spécifications techniques* qui déterminent la manière dont le système économique est censé s'ajuster et aux *choix de clôture* du modèle qui décident de son mode de retour à l'équilibre. Sur le premier point, la différence majeure dépend du fait de savoir si le système économique dans son ensemble répond à ces *décisions individuelles* ou à des *forces agrégées*. Dans un modèle *néoclassique*, par exemple, une économie avec les coûts les plus bas va produire le plus, parce que le modèle reflète la logique d'un entrepreneur individuel. Cependant, dans un modèle *keynésien* ce n'est pas nécessairement le cas, parce que ce qui détermine le niveau de

production est la réaction du système économique dans son ensemble, pas juste la logique d'un entrepreneur : si les coûts de production sont les plus bas, les revenus (les paiements pour les coûts) seront également les plus bas, ce qui déprimera la demande et, en conséquence, la production. Concernant les clôtures, les modèles EGC *néoclassiques* postulent que ce sont les conditions de l'offre sur les marchés des biens et du travail qui sont déterminantes (les producteurs mettent toutes leurs marchandises sur le marché et les travailleurs offrent autant d'heures de travail qu'ils le désirent) et la demande s'ajustera en fonction grâce au mécanisme flexible des prix qui baisseront/augmenteront jusqu'à ce que toutes les marchandises et tous les travailleurs aient trouvés preneurs/employeurs. Par contraste, un modèle *keynésien* ne fait pas l'hypothèse d'un système de prix parfaitement flexible capable de contraindre tous les marchés à s'équilibrer, ouvrant la possibilité à un excès d'offre sous forme d'inventus sur le marché des biens ou de chômage sur le marché du travail. Cette hypothèse de travail plus réaliste peut être mis en œuvre dans les modèles EGC (par exemple, Storm 1997, Taylor, Sarkar et Rattsø 1984, Raza et al. 2016), mais les résultats tendent alors à mettre en lumière l'absence de gains du commerce ainsi que des effets néfastes de la libéralisation du commerce, qui sont absents des modèles EGC néoclassiques.

^v Les expériences de l'Accord commercial entre le Canada et les Etats-Unis (ACCEU) et de l'Accord de libre-échange nord américain (ALENA) devraient être d'un intérêt particulier pour comprendre les implications de la modélisation de l'AECG à l'aide d'un modèle EGC néoclassique, non seulement parce que l'AECG implique également deux pays développés, mais également en raison du champ très étendu de cet accord. Après avoir comparé les projections positives faites par les économistes orthodoxes au sujet des effets économiques de l'ACCEU et de l'ALENA avec les résultats observés par la suite, Stanford (2016) notait la chose suivante : « Quinze ans plus tard, cependant, l'espoir a fait place à une déception persistante (dans les trois pays) quant aux bienfaits annoncés d'une zone de libre-échange continentale. Au Canada, les gains de productivité et flux d'investissement étrangers projetés par ces modèles ne se sont pas réalisés (Sharpe 2003, Globerman et Shapiro 2003). Aux Etats-Unis, la faiblesse structurelle du secteur industriel et la persistance de déficits commerciaux (y compris avec ses deux voisins membres de l'ALENA) ont suscités des préoccupations sérieuses quant à l'impact de la globalisation en général, et l'ALENA en particulier, sur l'emploi et les revenus (Scott 2003). Même au Mexique, qui était pourtant annoncé comme le pays qui aurait du sortir grand gagnant de l'ALENA – et qui a connu une période de croissance rapide avant l'entrée en vigueur de cet accord – les attentes ont depuis été douchées (Esquivel et Rodriguez-Lopez 2003, Ramirez 2003). Dans chaque cas, les économistes partisans du libre-échange peuvent pointer divers facteurs pour expliquer les performances économiques moyenne. Mais sur la base de ces expériences, il est difficile de nier la perception généralisée que les prédictions des modèles néoclassiques ne représentent pas une base suffisamment solide pour conseiller les décideurs politiques. »

^{vi} Il existe des préoccupations spécifiques au sujet du développement du libre-échange des produits agricoles à travers l'Atlantique nord, particulièrement en raison des approches réglementaires divergentes sur la questions des produits pouvant impliquer des risques pour la santé publique, tels que les cultures génétiquement modifiées ou le bœuf aux hormones.

^{vii} Pour les 12 pays qui étaient à l'époque encore candidats à l'accession à l'Union et la Turquie, les gains projetés étaient estimés à environ 0,8% du PIB.

^{viii} En analysant le document de stratégie politique canadien, Drache et Trew (2010) notent la chose suivante : « La stratégie de commerce global du Canada de 2008 fait dans une certaine mesure miroir à celle de Global Europe avec son emphase sur la nécessité de répondre aux pressions concurrentielles venant de Chine, de l'Inde, du Brésil et de la Russie. Les gouvernements en Europe et aux Etats-Unis « entrent dans une compétition de plus en plus intense pour *aider leurs entreprises et investisseurs* à prendre l'avantage dans la course aux parts de marchés, au progrès technologique, aux investissements étrangers et autres opportunités émanant des chaînes de valeur mondiale », selon ce document, suggérant que « *Le Canada doit en faire de même* » (Government of Canada, 2008: 3). » » *Emphase ajoutée.*

^{ix} Toutes les études examinées se fondent sur la même base de données et sur le même modèle EGC statique du projet GTAP, qui fait l'hypothèse de la pleine utilisation de toutes les ressources productives et de l'ajustement instantané de tous les marchés maintenus en équilibre grâce à la flexibilité parfaite des prix et des salaires, ce qui permet de comparer la situation juste avant et juste après la libéralisation. Pourtant, le tableau mentionne les projections « à long

terme », ceci pour deux raisons. Premièrement, certains auteurs déclarent que même si les changements sont instantanés dans la simulation, ceux-ci prennent du temps dans le monde réel. Par exemple, Kirkpatrick et al. (2011) indiquent que leur « résultats doivent être interprétés comme représentant l'impact de l'AECG vers 2020 environ. » Deuxièmement, contrairement à Cameron et Loukine (2001) et Kirkpatrick et al. (2011), Hejazi et Francois (2008) et Kitou and Phillippidis (2010) prétendent simuler des gains dynamiques en projetant les gains statiques de leur simulation EGC dans le futur au moyen d'une technique ad hoc, qui gonfle artificiellement les gains du commerce. Ainsi, même si certaines sont purement statiques et d'autres prétendument dynamiques, all se réfèrent à un horizon à plus ou moins long-terme. Une discussion plus détaillée de ce problème méthodologique se poursuit dans la section 3.II.iii.

^x L'encadré 2.2 en page 53 de Hejazi et Francois (2008) décrit le scénario utilisé dans leur simulation. Bien que ces auteurs prétendent distinguer une réduction des barrières non-tarifaires au commerce des biens d'une libéralisation des services, ils dénomment les deux choses de manière indiscriminée comme équivalent à une réduction des « coûts du commerce » et, de plus, simulent les deux choses de la même manière comme une réduction du coût du commerce bilatéral. En termes quantitatifs, ils estiment que l'élimination de barrière non-tarifaires au commerce des biens réduira les coûts de 2%, alors que la libéralisation des services mènera à une baisse de 2% à 10% selon les secteurs. Un examen plus approfondi de ce point se poursuit dans la section 3.II. ii.

^{xi} Comme remarqué dans la section 2, l'équivalence entre épargne et investissement dans les modèles néoclassiques standard est soit imposée comme une identité comptable connue pour être fautive, ou résulte de l'imposition artificielle d'un mécanisme d'équilibre du taux d'intérêt permettant aux investissements de se réaliser pleinement en répondant au taux d'intérêt en équilibre. Les autres déterminants d'une fonction d'investissement, comme la demande escomptée, la profitabilité et la confiance des investisseurs sont ignorés. Cette spécification de l'investissement semble particulièrement absurde dans un modèle censé évaluer les effets d'un accord de libre-échange *général* (comme le « G » and AECG), où l'investissement lui-même est particulièrement réactif aux changements des conditions du marché.

^{xii} Voir l'article 207 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Par contraste, le commerce est devenu la compétence exclusive de l'Union en 1957 déjà après, suite à la ratification du Traité de Rome. Voir l'article 113 et Meunier et Kalypso (2005) pour une discussion.

^x Pour une liste complète des études d'impact sur la durabilité, voir : <http://ec.europa.eu/trade/policy/policy-making/analysis/sustainability-impact-assessments/assessments/>

^{xi} Kirkpatrick et al. (2011) circonscrivent leur discussion sur la « marge de manœuvre politique » ou (« policy space » en anglais) de manière précise : « Certains utilisent le terme « marge de manœuvre politique » pour désigner toute flexibilité réglementaire dont peut disposer un gouvernement dans la formation de ses politiques. *Cependant, la « marge de manœuvre politique » comme indicateur évaluant l'impact sur la durabilité se réfère uniquement à la flexibilité réglementaire qui, si elle est réduite, résulte directement en une incapacité des gouvernements à mener des politiques qui ont des effets bénéfiques évidents sur l'environnement, la société et l'économie. En d'autres mots, une réduction de la « marge de manœuvre politique » telle que défini dans ce rapport mène inévitablement à des externalités négatives (par exemple, des atteintes à la santé publique ou à l'environnement, une augmentation des coûts des biens et services, une réduction de leur qualité, une baisse des salaires et de l'emploi parmi d'autres effets négatifs).* Cette notion ne se rapporte pas au concept plus large d'une réduction de la flexibilité réglementaire qui pourrait exercer un impact positif (par exemple, une augmentation de l'efficacité, etc.). Il est aussi à noter que les coûts et bénéfices d'une baisse de la « marge de manœuvre politique » est particulièrement difficile à évaluer et dépend des circonstances. *Emphase ajoutée.*

^{xii} Voir note iii.

^{xiii} Il est certes louable d'inclure les griefs de la société civile dans une section peu visible du rapport d'évaluation de l'impact sur la durabilité, mais le fait que ces griefs soient totalement ignorés dans la simulation EGC représente une opportunité manquée d'améliorer la méthodologie de ces études d'impact pour aboutir à des projections plus réalistes. Toutes les préoccupations de la société civile ne peuvent évidemment pas être accommodées dans le cadre d'une modélisation économique, mais certains peuvent l'être et sont de plus très pertinentes. Par exemple, en se

basant sur les critiques que la société civile a fait de l'AECG (sommairement résumées dans la note iii), au moins trois implications générales auraient pu être simulées. Premièrement, la libéralisation et l'expansion du secteur privé avec l'AECG vont étendre la compétition à de nouveaux secteurs de la société et intensifier la pression concurrentielle sur les entreprises, ce qui se répercutera sur les salaires et les inégalités. Deuxièmement, la promotion de la privatisation de certains biens et services publics tendra à réduire la taille du secteur public, ses dépenses et les postes de fonctionnaire, ce qui créera du chômage. Finalement, l'AECG renforcera l'emprise des milieux économiques sur les processus réglementaires et de justice, ce qui limitera la marge de manœuvre politique et découragera des décisions politiques dans l'intérêt du plus grand nombre (telles que l'instauration d'une taxe carbone jugée excessive, des réglementations environnementales plus strictes, un soutien aux réseaux de production locaux, etc.) si celles-ci devaient pénaliser les profits (escomptés) des entreprises. Le choix de ne modéliser aucun de ces phénomènes propres aux accords commerciaux de « nouvelle génération » tels que l'AECG, qui visent à couper bien davantage que juste les coûts du commerce est un choix délibéré, mais c'est aussi une faiblesse méthodologique.

^{xiv} Dans cette étude, qui se positionnait principalement dans une perspective canadienne, aucun chiffre comparable n'est pas donné pour l'UE-15.

^{xv} Pour une discussion théorique élaborée des raisons menant les gains du commerce à devenir de plus en plus microscopiques dans les modèles néoclassiques, lire Ocampo et Taylor (1998) and Ackerman (2008).

^{xix} Voir note x.

^{xx} Voir note sous le tableau 1.

^{xxi} Voir le site internet du gouvernement canadien: <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ceta-aecg/benefits-avantages/sectors-secteurs.aspx?lang=eng>

^{xxii} Le chiffre extrapolé pour le nombre d'emplois créés, qui est cité par le gouvernement canadien, est obtenu en multipliant la production additionnelle projetée par l'intensité moyenne en emploi de la production canadienne.

^{xxiii} Voir note xxi.

^{xxiv} La *répartition fonctionnelle des revenus* se distingue de la *répartition des revenus personnels*. Alors que la première informe sur la répartition du revenu national entre le capital et le travail au niveau agrégé, la seconde informe sur la répartition du revenu entre individus en ignorant souvent la source du revenu (revenu du travail ou du capital).

^{xxv} L'étude la plus ancienne de Cameron et Loukine (2001) était commanditée et financée par l'ancien ministère canadien des affaires étrangères. Le rapport conjoint réalisé par Hejazi et Francois (2008) a été publié par le gouvernement du Canada (mené par son ministère des affaires étrangères) et la Commission européenne (menée par DG Commerce) en réponse à la demande des chefs d'Etats réunis au sommet Canada-UE de 2007. La troisième étude par Kitou et Phillippidis (2010) ne fait qu'ajouter une petite variation au rapport conjoint. Au moment de sa rédaction, Elisavet Kitou travaillait comme conseiller économique au ministère britannique de l'environnement et George Phillippidis était employé par le Centre commun de recherche (CCR), qui est un centre d'analyse de la Commission européenne. Finalement, l'étude menée par Kirkpatrick et al. (2011) était commanditée et financée par la Commission européenne, menée par DG Commerce.

^{xxvi} Voir par exemple, *Global Europe*, publié par la Commission européenne en 2006, et *Global Commerce Strategy*, publié par le gouvernement canadien en 2008, qui tous deux font l'apologie de la libéralisation approfondie, en accord avec les demandes faites depuis le début des années 2000 par la Canada Europe Roundtable for Business (CERT) et d'autres lobbies économiques.

^{xxvii} Alors que l'étude de Cameron et Loukine (2001) se fonde sur une base de donnée plus ancienne datant de 1995, le rapport conjoint et les deux autres études subséquentes se fondent sur la version 7 de la base de données GTAP, qui prend 2004 comme année de référence.

^{xxviii} Pour une histoire du projet GTAP, voir : <https://www.gtap.agecon.purdue.edu/about/history.asp>

^{xxix} Voir Hejazi et Francois (2008), pages 41 et 44.

^{xxx} Parce que le rapport conjoint ne désagrège pas les gains statiques selon leurs sources qui sont les suivantes (i) élimination des tarifs sur le commerce des biens (ii) élimination des barrières non-tarifaires au commerce des biens et (iii) libéralisation des services, ces gains sont alloués proportionnellement à ces sources en fonction de leur importance dans les gains totaux. Stanford (2010) avait utilisé la même approche, mais uniquement pour le Canada. Les estimations pour le Canada et l'UE sont les suivantes (i) élimination des tarifs explique 17% et 8% (ii) élimination des barrières non-tarifaires explique 10% et 5% et (iii) libéralisation des services explique 22% et 11% des gains de PIB totaux au Canada et dans l'UE respectivement.

^{xxxii} Pour atteindre leur objectif, les utilisateurs de modèles EGC prennent généralement les projections de quelques variables critiques faites par d'autres sources, telles que le FMI, et alignent ensuite les résultats de leur projections EGC avec ces projections externes, pour chaque année, choisissant une combinaison possible parmi plusieurs sur la base d'un choix arbitraire. Ainsi, bien que les projections statiques des modèles EGC soient présentées comme des projections dynamiques, la trajectoire projetée n'est rien d'autre qu'une séquence d'équilibres statiques liés les uns aux autres par le biais d'une fonction d'épargne-investissement exogène et arbitraire.

^{xxxiii} Le rédacteur principal du rapport conjoint, le Professeur associé Walid Hejazi, aurait pourtant dû savoir mieux. En effet, l'année précédant la publication du rapport conjoint, celui-ci publiait en article louant les sorties de capitaux du Canada vers les paradis fiscaux et les centres financiers offshore (Hejazi 2007).

^{xxxiiii} Au contraire des modèles *paramétriques* EGC qui reposent en grande partie sur des apports externes au modèle pour spécifier les relations en variables, tels les élasticité-prix, laissant une bonne marge de manœuvre aux choix subjectifs influençant les projections (Raza et al. 2014), le GPM est un modèle macro-économétrique. Dans le GPM, chaque variable est définie par une identité de comptabilité ou par une spécification économétrique, et les règles clôturant le modèle et déterminant sa dynamique font de sorte qu'il puisse converger à chaque instant donné. A très peu d'exceptions près, le modèle est entièrement endogène à la fois pour la période historique et celle de la simulation (Cripps and Izurieta 2014).

^{xxxv} Par exemple, les statistiques commerciales ne sont pas cohérente lorsqu'elles sont agrégées au niveau mondial : en effet, il apparaît que la planète souffrirait d'un déficit commercial chronique.

^{xxxvi} Les modèles néoclassiques approchent les sociétés humaines et les économies à travers des lunettes épistémologiques newtoniennes, et appliquent des concepts et méthodes mathématiques provenant tout droit de la physique du 17^{ème} siècle pour analyser nos économies modernes. Il n'est de fait pas surprenant que les modèles néoclassiques utilisés pour évaluer l'impact de la libéralisation du commerce s'appellent modèle de « gravité » ou modèle « d'équilibre général calculable ». Mettant de côté cette approche positiviste ainsi que la croyance dépassée que les économies seraient soumises à des lois naturelles éternelles les condamnant à retourner à un point d'équilibre prédéfini comme certains phénomènes physiques peuvent l'être, l'approche sous-jacente au GPM admet que les économies font partie intégrante des sociétés humaines et accommode l'existence de l'hysteresis ou super-hysteresis (Landesman 2016, Lavoie 2016), c'est à dire le fait que les événements historiques passés influencent les trajectoires économiques futures.

^{xxxvii} La catégorie Autres pays de l'UE inclut les pays suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, République Tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie,

^{xxxviii} Espagne et Suède. Au Danemark, l'UE inclut Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne et Suède.

^{xxxviii} L'horizon temporel identique du rapport conjoint et de notre étude augmente la possibilité de comparer les projections des deux études, mais n'excluent bien évidemment pas les différences pouvant provenir des conditions initiales différentes.

^{xxxviii} Le scénario de base et le scénario AECG ne font aucune hypothèse au sujet du Brexit et ses potentielles conséquences, hormis le fait de tenir compte d'un léger ralentissement de la croissance en Grande-Bretagne du aux incertitudes ayant marquées l'année 2016. La décision d'ignorer le Brexit est motivée par deux raisons. Premièrement, pour maximiser la comparabilité avec les autres études. Deuxièmement, pour ne pas créer de distraction inutile dans notre analyse de l'impact de l'AECG. Cependant, les auteurs reconnaissent que le Brexit pourrait augmenter les

incertitudes et rendre plus difficile l'analyse en accentuant les effets de la libéralisation et de l'instabilité financière sur les politiques économiques.

^{xxxix} Voir note viii.

^{xi} Voir la critique adressée aux études se fondant sur des modèles EGC néoclassiques, particulièrement à Kirkpatrick et al. (2011), dans la note xvi.

^{xli} Comme exemple, dans le rapport conjoint, Francois et Hejazi (2008) affirment que le Canada deviendrait plus compétitif en ouvrant ses marchés publics à la compétition internationale. Se basant sur des estimations issues de l'observation de la libéralisation intra-UE, ils avancent que les coûts des marchés publics canadiens (qui par ailleurs représentent également des revenus pour la population locale) pourraient être réduit de 30%. Kirkpatrick et al. (2011) reconnaissent également que la réduction de la marge de manœuvre politique va exercer des pressions sur les dépenses publiques, mais ces études n'ont bien évidemment abstenu de modéliser ce phénomène pourtant prévisible dans leurs simulations de l'impact de l'AECG (voir la section 3.I.i. et la note xiv).